

SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE

[C – 2017/20167]

5 DECEMBRE 2016. — Arrêté royal portant modification des arrêtés royaux relatifs aux comptes annuels des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectifs et des entreprises d'assurance et de réassurance

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté royal qui est soumis à Votre signature vise à modifier l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes annuels des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif (ci-après dénommé « arrêté royal du 23 septembre 1992 ») ainsi que l'arrêté royal du 17 novembre 1994 relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurance et de réassurance (ci-après dénommé « arrêté royal du 17 novembre 1994 »).

Les modifications aux arrêtés précités qui Vous sont soumises visent tout d'abord à mettre ces arrêtés en conformité avec la directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil (ci-après dénommée « directive 2013/34/UE »). Cette occasion est également mise à profit pour modifier certaines dispositions des arrêtés précités qui doivent être actualisées.

Actualisation des arrêtés

Une série de modifications sont proposées pour l'actualisation des arrêtés. Dans l'arrêté du 23 septembre 1992, le renvoi à la loi abrogée du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit est remplacé par le renvoi à la disposition correspondante de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit. Le renvoi à la loi du 20 juillet 2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement a de même été remplacé par les dispositions correspondantes de la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances et de la loi du 19 avril 2014 relative aux organismes de placement collectif alternatifs et à leurs gestionnaires. Par ailleurs, dans le présent arrêté, les renvois à la loi abrogée du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises ont été remplacés par les dispositions

FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE

[C – 2017/20167]

5 DECEMBER 2016. — Koninklijk besluit tot wijziging van de koninklijke besluiten op de jaarrekening van de kredietinstellingen, de beleggingsondernemingen en de beheerverenootschappen van instellingen voor collectieve belegging en van de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het besluit dat U ter ondertekening wordt voorgelegd, strekt ertoe diverse wijzigingen aan te brengen in het koninklijk besluit van 23 september 1992 op de jaarrekening van de kredietinstellingen, de beleggingsondernemingen en de beheerverenootschappen van instellingen voor collectieve belegging (hierna 'besluit van 23 september 1992') en in het koninklijk besluit van 17 november 1994 betreffende de jaarrekening van de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen (hierna 'besluit van 17 november 1994').

De aan U voorgestelde wijzigingen aan voornoemde besluiten hebben vooreerst tot doel deze besluiten in overeenstemming te brengen met de bepalingen van de Richtlijn 2013/34/EU van het Europees Parlement en van de Raad van 26 juni 2013 betreffende de jaarlijkse financiële overzichten, geconsolideerde financiële overzichten en aanverwante verslagen van bepaalde ondernemingsvormen, tot wijziging van Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad (hierna 'Richtlijn 2013/34/EU'). Vervolgens wordt van deze gelegenheid ook gebruikt gemaakt om enkele bepalingen van voornoemde besluiten, die geactualiseerd moeten worden, aan te passen.

Actualisering van de besluiten

Voor de actualisering van de besluiten worden verschillende wijzigingen voorgesteld. In het besluit van 23 september 1992 werd de verwijzing naar de opgeheven wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen vervangen door de verwijzing naar de overeenkomstige bepaling in de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen. Op dezelfde manier werd de verwijzing naar de wet van 20 juli 2004 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles vervangen door de overeenkomstige bepalingen van de wet van 3 augustus 2012 betreffende de instellingen voor collectieve belegging die voldoen aan de voorwaarden van Richtlijn 2009/65/EG en de instellingen voor belegging in schuldvorderingen en de wet van 19 april 2014 betreffende de alternatieve instellingen voor collectieve belegging en hun beheerders. Tevens werden in dit besluit de

correspondantes du Code de droit économique. Il en va de même pour les renvois aux lois coordonnées sur les sociétés commerciales figurant dans le présent arrêté, lesquels ont été remplacés par les renvois aux dispositions correspondantes dans le Code des sociétés. L'on a par ailleurs procédé à la correction d'une erreur de traduction dans la version néerlandaise du présent arrêté.

Des modifications sont ensuite apportées aux arrêtés du 23 septembre 1992 et du 17 novembre 1994 pour remplacer les concepts obsolètes par les concepts corrects et actualisés. Ainsi, les concepts de « préensions » et « actions au porteur » sont respectivement remplacés dans les deux arrêtés par « complément d'entreprise en cas de chômage » et par « actions dématérialisées ».

Transposition de la Directive 2013/34/UE

Concernant la transposition de la directive 2013/34/UE, il convient tout d'abord de signaler que, depuis son entrée en vigueur, cette directive constitue la base du droit comptable européen (autrefois dénommé droit des comptes annuels). La quatrième directive 78/660/CEE du Conseil du 25 juillet 1978 concernant les comptes annuels de certaines formes de sociétés (ci-après dénommée « directive 78/660/CEE ») et la septième directive 83/349/CEE du Conseil du 13 juin 1983 concernant les comptes consolidés (ci-après dénommée « directive 83/349/CEE ») qui, avant l'entrée en vigueur de la directive 2013/34/UE, constituaient la base du droit comptable européen, ont été abrogées par la directive 2013/34/UE.

En raison de leur nature particulière, les exigences comptables européennes en ce qui concerne, d'une part les établissements de crédit et les établissements financiers et, d'autre part, les entreprises d'assurance, sont complétées par des réglementations européennes spécifiques. Pour les établissements de crédit, ces réglementations spécifiques sont énoncées dans la directive 86/635/CEE du Conseil du 8 décembre 1986 concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des banques et autres établissements financiers. Pour les entreprises d'assurance, ces réglementations spécifiques sont énoncées dans la directive 91/674/CEE du Conseil du 19 décembre 1991 concernant les comptes annuels et les comptes consolidés des entreprises d'assurance. En cas d'incompatibilité ou de contradiction, lesdites réglementations spécifiques prévalent sur les dispositions contenues dans la directive 2013/34/UE. Ce principe figure explicitement au 7^e considérant de la directive 2013/34/UE.

Les modifications qui visent à intégrer les exigences comptables énoncées dans la directive 2013/34/UE dans le droit belge des comptes annuels des établissements et des entreprises concernent avant tout le principe de l'interdiction de compensation. Celui-ci prévoit qu'il est en principe toujours interdit de procéder à la compensation ou au règlement des avoirs ou des dettes, des droits et des engagements ainsi que des charges et des produits repris dans les comptes annuels. L'on ne peut faire usage de cette possibilité qu'à la condition que la compensation soit expressément autorisée. L'article 6, paragraphe 2, de la directive 2013/34/UE prévoit désormais que les établissements ou les entreprises qui procèdent à la compensation ou au règlement lorsqu'ils sont expressément autorisés à le faire, doivent indiquer les montants compensés comme des montants bruts dans l'annexe des états financiers. L'arrêté modifiant les arrêtés du 23 septembre 1992 et du 17 novembre 1994 vise à intégrer cette nouvelle obligation dans les arrêtés précités.

Il se peut dès lors qu'un élément d'actif ou de passif, ou une charge ou un produit, puisse relever dans plusieurs postes du bilan ou du compte de résultat. Si tel est le cas, l'élément d'actif ou de passif, ou la charge ou le produit, doit figurer dans le poste qui réponde le mieux au principe de l'image fidèle. L'article 12, paragraphe 1^{er}, de la directive 2013/34/UE prévoit que, si tel est le cas, le rapport avec les autres postes doit être indiqué dans l'annexe. Les dispositions reprises dans le présent arrêté répondent à cette exigence.

L'article 12, paragraphe 12, de la directive 2013/34/UE précise qu'à la date de clôture du bilan, une provision doit représenter la meilleure estimation des charges considérées comme probables, ou, dans le cas d'une perte ou d'une dette, la meilleure estimation du montant nécessaire pour l'honorer à la date de clôture du bilan. Le présent arrêté apporte la même précision aux arrêtés du 23 septembre 1992 et du 17 novembre 1994.

verwijzingen naar de opgeheven wet van 17 juli 1975 met betrekking tot de boekhouding van de ondernemingen vervangen door de overeenkomstige bepalingen in het Wetboek van economisch recht. Hetzelfde geldt voor de in dit besluit opgenomen verwijzingen naar de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen, die werden vervangen door verwijzingen naar de overeenkomstige bepalingen van het Wetboek van vennootschappen. Tevens werd een foutieve vertaling in de Nederlandse tekst van dit besluit rechtgezet.

In de besluiten van 23 september 1992 en 17 november 1994 werden vervolgens ook wijzigingen aangebracht om verouderde begrippen te vervangen door de correcte, geactualiseerde begrippen. Zo werden in beide besluiten de begrippen 'brugpensioenen' en 'aandelen aan toonder' vervangen door de begrippen 'werkloosheid met bedrijfstoeslag' en 'gedematerialiseerde aandelen'.

Omzetting van de Richtlijn 2013/34/EU

Wat de omzetting van de Richtlijn 2013/34/EU betreft, dient vooreerst te worden opgemerkt dat deze richtlijn sinds haar inwerkingtreding de basis vormt voor het Europese financiële verslaggevingsrecht (vroeger het jaarrekeningenrecht genoemd). De vroegere Vierde Richtlijn 78/660/EEG van de Raad van 25 juli 1978 betreffende de jaarrekening van bepaalde vennootschapsvormen (hierna 'Richtlijn 78/660/EEG') en de Zevende Richtlijn 83/349/EEG van de Raad van 13 juni 1983 betreffende de geconsolideerde jaarrekening (hierna 'Richtlijn 83/349/EEG'), die vóór de inwerkingtreding van de Richtlijn 2013/34/EU de basis vormden voor het Europees financiële verslaggevingsrecht, werden door de Richtlijn 2013/34/EU opgeheven.

Omwille van hun bijzondere aard worden de Europese financiële verslaggevingsvoorschriften voor, enerzijds, kredietinstellingen en andere financiële instellingen, en, anderzijds, verzekeringsondernemingen, aangevuld met bijkomende bijzondere Europese voorschriften. Voor kredietinstellingen zijn deze bijzondere voorschriften neergelegd in de Richtlijn 86/635/EEG van de Raad van 8 december 1986 betreffende de jaarrekening en de geconsolideerde jaarrekening van banken en andere financiële instellingen. Voor de verzekeringsondernemingen zijn de bijzondere voorschriften neergelegd in Richtlijn 91/674/EEG van de Raad van 19 december 1991 betreffende de jaarrekening en de geconsolideerde jaarrekening van verzekeringsondernemingen. Deze bijzondere voorschriften hebben, bij onverenigbaarheid of tegenstrijdigheid, steeds voorrang op de bepalingen van de Richtlijn 2013/34/EU. Dit principe is ook uitdrukkelijk opgenomen in de zevende considerans bij de Richtlijn 2013/34/EU.

De wijzigingen die bedoeld zijn om de nieuwe financiële verslaggevingsvoorschriften, die in de Richtlijn 2013/34/EU zijn opgenomen, te integreren in het Belgische jaarrekeningenrecht voor de instellingen en de ondernemingen, hebben vooreerst betrekking op het principe van het compensatieverbod. Dit beginsel bepaalt dat het compenseren of verrekenen van in de jaarrekening opgenomen tegoeden of schulden, rechten en verplichtingen en kosten en opbrengsten in principe steeds verboden is. Enkel wanneer compensatie uitdrukkelijk is toegelaten, kan van deze mogelijkheid gebruik gemaakt worden. Artikel 6, tweede lid, van de Richtlijn 2013/34/EU bepaalt nu dat de instellingen of ondernemingen die tot compensatie of verrekening overgaan in die gevallen waar compensatie of verrekening uitdrukkelijk is toegelaten, in de toelichting bij de jaarrekening de te verrekenen bedragen als brutobedragen moeten vermelden. Het aan u voorgelegde besluit tot wijziging van de besluiten van 23 september 1992 en 17 november 1994 heeft tot doel deze nieuwe verplichting te integreren in deze besluiten.

Het is vervolgens ook mogelijk dat een actief- of passiefbestanddeel, dan wel een kost of opbrengst, in de balans of in de resultatenrekening onder verscheidene posten kan worden opgenomen. In dergelijke gevallen moet het actief- of passiefbestanddeel, dan wel de kost of de opbrengst, worden opgenomen onder de post die daar in het licht van het beginsel van het getrouwe beeld het meest toe geschikt is. Artikel 12, eerste lid, Richtlijn 2013/34/EU bepaalt nu dat in dergelijke gevallen in de toelichting het verband met de andere posten moet worden vermeld. De in het voorliggende besluit opgenomen bepalingen beantwoorden aan dit vereiste.

In artikel 12, twaalfde lid, van de Richtlijn 2013/34/EU wordt verduidelijkt dat een geboekte voorziening op balansdatum de beste schatting moet vertegenwoordigen van de kosten die als waarschijnlijk worden beschouwd of, in geval van een verplichting, de beste schatting moet vertegenwoordigen van het bedrag dat vereist is om die verplichting op de balansdatum na te komen. Het voorliggende besluit brengt dezelfde verduidelijking aan in de besluiten van 23 september 1992 en 17 november 1994.

Par ailleurs, la directive 2013/34/UE a une incidence sur le traitement comptable des frais de recherche. Désormais, ces frais ne peuvent plus être inscrits à l'actif. Le présent arrêté apporte les modifications nécessaires aux arrêtés du 23 septembre 1992 et du 17 novembre 1994 afin de satisfaire à ce prescrit.

Le présent arrêté vise en outre à modifier le régime d'amortissement du goodwill et des frais de développement inscrits à l'actif. La directive 2013/34/UE prévoit en effet en son article 12, paragraphe 11, alinéa 2, que les frais de développement ainsi que le goodwill doivent en principe être amortis sur leur durée d'utilisation. Dans des cas exceptionnels, lorsque la durée d'utilisation ne peut être estimée de manière fiable, ces actifs doivent être amortis sur une période maximale fixée par l'état membre. Cette période maximale ne peut être inférieure à cinq ans et ne peut dépasser dix ans. Le présent arrêté fixe cette période maximale à dix ans. En outre, une explication de la période d'amortissement du goodwill doit être fournie dans l'annexe des comptes annuels. Les amortissements et les réductions de valeur sur le goodwill ne sont pas repris.

Enfin, la directive 2013/34/UE exige par ailleurs que les établissements et les entreprises fournissent des informations complémentaires dans leurs comptes annuels afin de permettre aux destinataires des comptes annuels d'être bien informés de leur situation financière.

Aussi le présent arrêté introduit-il une nouvelle annexe concernant les engagements des établissements et des entreprises à l'égard d'entreprises associées au sens de l'article 12 du Code des sociétés. Ladite annexe répond aux exigences de l'article 16, paragraphe 1^{er}, point d), de la directive 2013/34/UE, lequel prévoit que les engagements financiers qui ne figurent pas au bilan et qui ont été contractés par les établissements ou les entreprises à l'égard d'entreprises associées, doivent être mentionnés séparément dans l'annexe. Le présent arrêté va toutefois plus loin que ce qui est exigé au sens strict par la directive 2013/34/UE. Les établissements et les entreprises sont non seulement tenus de mentionner dans l'annexe les engagements ne figurant pas au bilan qu'ils ont contractés à l'égard d'entreprises associées, mais également de fournir des informations complémentaires concernant leurs engagements contractés à l'égard de ces entreprises associées (tel que le montant des immobilisations financières, le montant des dettes et créances, le montant des garanties personnelles ou réelles ainsi que les autres engagements financiers significatifs).

Les établissements et les entreprises sont en outre tenus de faire figurer une nouvelle annexe fournissant des informations concernant la nature et l'impact financier des événements significatifs postérieurs à la date de clôture du bilan qui ne sont pas pris en compte dans le compte de résultats ou dans le bilan. Ces informations complémentaires sont exigées en vertu de l'article 17, paragraphe 1^{er}, point q), de la directive 2013/34/UE.

La directive 2013/34/UE établit également que les établissements et les entreprises doivent fournir de plus amples renseignements concernant les engagements financiers pris à l'égard de leurs administrateurs et gérants. Alors que, par le passé, les établissements et entreprises n'étaient tenus de communiquer que le montant en fin d'exercice concernant les créances des établissements et entreprises à l'égard de leurs administrateurs ou gérants, les passifs éventuels en leur faveur et les autres engagements significatifs contractés en leur faveur, ils sont désormais tenus, en application de l'article 16, paragraphe 1^{er}, point e), de la directive 2013/34/UE, de fournir les informations suivantes : le montant en fin d'exercice de l'encours des créances sur les administrateurs et gérants ainsi que des garanties octroyées en leur faveur et des autres engagements significatifs contractés en leur faveur, avec indication du taux d'intérêt et de la durée de ces créances, des conditions essentielles et des montants éventuellement remboursés, annulés ou auxquels il a été renoncé.

Enfin, la directive 2013/34/UE prévoit en son article 6, paragraphe 1^{er}, point j), qu'il n'est pas nécessaire de se conformer aux exigences générales énoncées dans ladite directive concernant la comptabilisation, l'évaluation, la présentation, et la communication d'informations lorsque le respect de ces exigences n'est pas significatif. L'article 6, paragraphe 4, de la directive 2013/34/UE prévoit toutefois que les États membres peuvent limiter le champ d'application du principe d'importance significative visé à la phrase précédente à la présentation des états financiers et à la communication d'informations. Il vous est proposé de faire usage de cette option ouverte aux États membres et de ne pas appliquer le principe d'importance significative à la comptabilisation et à l'évaluation d'information dans les comptes annuels. Compte tenu de l'importance pour le système financier des établissements et entreprises tombant dans le champ d'application des arrêtés du 23 septembre 1992 et du 17 novembre 1994, il est en effet souhaitable de soumettre ces

De Richtlijn 2013/34/EU heeft ook gevolgen voor de boekhoudkundige verwerking van kosten van onderzoek. Deze kosten kunnen immers niet langer worden geactiveerd. Het voorliggende besluit brengt de nodige wijzigingen aan in de besluiten van 23 september 1992 en 17 november 1994 om te voldoen aan dit voorschrift.

Met het voorliggende besluit worden ook wijzigingen aangebracht in het afschrijvingsregime van geactiveerde kosten van ontwikkeling en goodwill. De Richtlijn 2013/34/EU bepaalt in artikel 12, elfde lid, tweede alinea, immers dat kosten van ontwikkeling en goodwill in beginsel steeds moeten worden afgeschreven over hun gebruiksduur. Wanneer deze gebruiksduur in uitzonderlijke gevallen niet met zekerheid kan worden geraamd, dan moeten deze activa worden afgeschreven over een door de lidstaten te bepalen maximumperiode van ten minste vijf jaar en ten hoogste tien jaar. Het voorliggende besluit legt deze maximumperiode vast op tien jaar. De periode waarover goodwill wordt afgeschreven, moet bovendien in de toelichting bij de jaarrekening worden verklaard. Afschrijvingen en waardeverminderingen op goodwill worden niet teruggenomen.

Ten slotte vereist de Richtlijn 2013/34/EU ook dat de instellingen en ondernemingen in de toelichting bij de jaarrekening bijkomende informatie opnemen om zo te garanderen dat de bestemmingen van de jaarrekening degelijk geïnformeerd worden over hun financiële positie.

Zo voert het voorliggend besluit een nieuwe toelichting in over de betrekkingen van de instellingen en de ondernemingen met geassocieerde ondernemingen in de zin van artikel 12 van het Wetboek van Venootschappen. Deze toelichting beantwoordt aan het vereiste van artikel 16, eerste lid, d), Richtlijn 2013/34/EU dat bepaalt dat de financiële verplichtingen die niet in de balans zijn opgenomen en die door de instelling of de onderneming zijn aangegaan jegens geassocieerde ondernemingen afzonderlijk moet worden vermeld in de toelichting. Het voorliggende besluit gaat echter verder dan wat strikt genomen wordt vereist door de Richtlijn 2013/34/EU. Van de instellingen en ondernemingen wordt niet alleen gevraagd om hun verplichtingen ten aanzien van geassocieerde ondernemingen die niet in de balans zijn opgenomen, te vermelden, maar zij moeten ook bijkomende informatie verstrekken over hun betrekkingen met deze geassocieerde ondernemingen (zoals het bedrag van de financiële vaste activa, het bedrag van de vorderingen en schulden, het bedrag van de persoonlijke en zakelijke zekerheden en de andere betekenisvolle financiële verplichtingen).

De instellingen en ondernemingen moeten ook een nieuwe toelichting opnemen waarin zij informatie dienen te verstrekken over de aard en de financiële gevolgen van materiële gebeurtenissen die zich na de balansdatum hebben voorgedaan en die niet in de resultatenrekening of de balans worden weergegeven. Deze toelichting wordt opgelegd door artikel 17, eerste lid, q), Richtlijn 2013/34/EU.

De Richtlijn 2013/34/EU verruimt ook de inlichtingen die de instellingen en ondernemingen dienen te verstrekken over hun financiële betrekkingen met hun bestuurders en zaakvoerders. Waar de instellingen en ondernemingen in het verleden enkel het bedrag per einde van het boekjaar dienden mee te delen met betrekking tot de vorderingen van de instellingen of ondernemingen op hun bestuurders of zaakvoerders, van de eventuele passiva in hun voordeel en voor de andere betekenisvolle verplichtingen aangegaan in hun voordeel, dienen zij met toepassing van artikel 16, eerste lid, e), Richtlijn 2013/34/EU de volgende informatie te verstrekken: het bedrag per einde van het boekjaar van de op de bestuurders en zaakvoerders uitstaande vorderingen, alsmede de in hun voordeel toegestane waarborgen en de andere betekenisvolle verplichtingen aangegaan in hun voordeel, met vermelding van de rente en de duur van deze vorderingen, de belangrijkste voorwaarden en de eventuele afgeloste bedragen of bedragen waarvan werd afgezien.

Ten slotte bepaalt de Richtlijn 2013/34/EU in artikel 6, eerste lid, j), dat de algemene voorschriften van deze richtlijn inzake opname, waardering, presentatie en vermelding van informatie niet moeten worden nageleefd indien het nalevingseffect niet van materieel belang is. Artikel 6, vierde lid, Richtlijn 2013/34/EU bepaalt echter dat de lidstaten de toepassing van het in de vorige zin bedoelde materialiteitsbeginsel kunnen beperken tot de presentatie van de financiële overzichten en de vermelding van informatie. Aan U wordt voorgesteld om van deze optie voor de lidstaten gebruik te maken en het materialiteitsbeginsel niet te introduceren voor wat de opname en de waardering van informatie in de jaarrekening betreft. Gelet op het belang voor het financieel systeem van de instellingen en ondernemingen die onder het toepassingsgebied van de besluiten van 23 september 1992 en 17 november 1994 vallen, is het immers wenselijk deze instellingen en ondernemingen aan de meest ruime financiële verslaggevingsverplichtingen te

établissements et entreprises aux obligations de reporting financier les plus larges. Sur la base de l'option offerte par la directive 2013/34/UE, le principe de l'importance significative ne doit donc être instauré que pour la présentation des états financiers et la communication d'informations. S'agissant de la présentation des états financiers, les directives 86/635/CEE et 91/674/CEE imposent cependant des schémas spécifiques pour l'établissement du bilan et du compte de résultats auxquels ne peuvent déroger les établissements et les entreprises. Les dispositions de ces directives priment dès lors l'obligation faite par la directive 2013/34/UE aux États membres d'instaurer un principe d'importance significative pour les dispositions relatives à la présentation des états financiers. Sur la base de ce qui précède, le présent arrêté prévoit dès lors exclusivement l'instauration d'un principe d'importance significative dans les arrêtés du 23 septembre 1992 et du 17 novembre 1994 pour ce qui concerne les informations à faire figurer à l'annexe des comptes annuels.

Par ailleurs, le présent arrêté met en concordance les arrêtés du 23 septembre 1992 et du 17 novembre 1994 avec certaines exigences comptables qui figuraient déjà dans les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE.

Il s'agit dans un premier temps des adaptations nécessaires afin de mettre les arrêtés royaux du 23 septembre 1992 et du 17 novembre 1994 en conformité avec l'article 7, paragraphe 2, troisième alinéa, de la directive 2013/34/UE. L'article 7, paragraphe 1, de la directive 2013/34/UE autorise les États membres à permettre aux établissements et aux entreprises de réévaluer les éléments de l'actif immobilisé. L'article 7, paragraphe 2, premier et deuxième alinéas, de la directive 2013/34/UE dispose par ailleurs que la différence entre, d'une part, l'évaluation fondée sur le prix d'acquisition ou le coût de revient et, d'autre part, l'évaluation fondée sur une réévaluation doit être portée dans le bilan au poste « réserve de réévaluation » de la rubrique « capitaux propres » et que cette réserve de réévaluation peut à tout moment être convertie en capital pour tout ou partie. La directive 2013/34/UE habilite en outre les États membres à établir des règles régissant l'utilisation de la réserve de réévaluation. Sur la base de cette disposition, il est inscrit dans les arrêtés royaux du 23 septembre 1992 et du 17 novembre 1994 qu'une plus-value de réévaluation incorporée au capital ne peut jamais être affectée, directement ou indirectement, à la compensation totale ou partielle des pertes reportées à concurrence de la partie de la plus-value de réévaluation qui n'a pas encore fait l'objet d'un amortissement. De plus, il est également précisé dans les arrêtés royaux du 23 septembre 1992 et du 17 novembre 1994 que les plus-values imputées à la réserve de réévaluation ne peuvent être incorporées au capital qu'à concurrence de la partie de la plus-value de réévaluation sous déduction des impôts estimés sur cette plus-value. Enfin, conformément à ce que prévoit l'article 7, paragraphe 2, troisième alinéa *in fine*, de la directive 2013/34/UE, il est précisé dans les arrêtés royaux du 23 septembre 1992 et du 17 novembre 1994 que des montants affectés à la réserve de réévaluation ne peuvent pas être distribués, ni directement, ni indirectement, à moins qu'ils ne correspondent à une plus-value réalisée ou à un amortissement transféré ou non à une réserve jusqu'à concurrence des amortissements actés sur la plus-value.

Par ailleurs, il s'agit aussi des propositions d'adaptation, dans les arrêtés précités, concernant les informations qui doivent être fournies sur les salariés et les frais de personnel des établissements et des entreprises. L'article 17, paragraphe 1^{er}, point e), de la directive 2013/34/UE requiert que le nombre moyen de salariés mentionné par les établissements et les entreprises soit ventilé par catégorie. Les établissements et entreprises doivent par ailleurs mentionner les frais de personnel se rapportant à l'exercice, lesquels doivent être ventilés entre salaires et traitements, charges sociales et pensions. Le présent arrêté modifie les arrêtés du 23 septembre 1992 et du 17 novembre 1994 en ce sens que les informations concernant le nombre moyen de salariés doivent également être ventilées entre le personnel de direction, les employés, les ouvriers et autres membres du personnel. Le présent arrêté introduit par ailleurs dans l'arrêté du 23 septembre 1992 l'obligation de mentionner dans l'annexe les informations précédemment citées concernant les frais de personnel.

En outre, conformément à l'article 18, paragraphe 1^{er}, point b), de la directive 2013/34/UE, l'annexe des établissements et des entreprises doit également inclure des informations concernant les engagements financiers pris à l'égard du commissaire et des personnes avec lesquelles il est lié. Il s'agit en particulier des émoluments du commissaire, des émoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies par le commissaire au sein de l'établissement ou de l'entreprise (ventilés selon le type de mission) et des émoluments pour missions particulières accomplies au sein de

onderwerpen. Op basis van de in de Richtlijn 2013/34/EU geboden optie dient het materialiteitsbeginsel bijgevolg slechts te worden ingevoerd voor wat de presentatie van de financiële overzichten en de vermelding van informatie betreft. Wat de presentatie van de financiële overzichten betreft, is het evenwel zo dat de richtlijnen 86/635/EEG en 91/674/EEG specifieke schema's opleggen voor het opstellen van de balans en de resultatenrekening waarvan de instellingen en ondernemingen niet kunnen afwijken. De voorschriften van deze richtlijnen primen bijgevolg op de in de Richtlijn 2013/34/EU opgenomen verplichting voor de lidstaten om een materialiteitsbeginsel in te voeren ten aanzien van de voorschriften die betrekking hebben op de presentatie van de financiële overzichten. Op basis van voorgaande voorziet het voorliggende besluit dan ook uitsluitend in de introductie van een materialiteitsbeginsel in de besluiten van 23 september 1992 en 17 november 1994 voor wat de in de toelichting op te nemen informatie betreft.

Vervolgens brengt het voorliggende besluit de besluiten van 23 september 1992 en 17 november 1994 in overeenstemming met enkele verslaggevingsvoorschriften die eerder ook reeds waren opgenomen in de richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG.

Het gaat vooreerst om de aanpassingen die nodig zijn om de besluiten van 23 september 1992 en 17 november 1994 in overeenstemming te brengen met artikel 7, tweede lid, derde alinea, Richtlijn 2013/34/EU. Artikel 7, eerste lid, Richtlijn 2013/34/EU geeft aan de lidstaten de mogelijkheid om aan de instellingen en de ondernemingen toe te staan dat de vaste activa gewaardeerd worden tegen geherwaardeerde bedragen. Artikel 7, tweede lid, eerste en tweede alinea, Richtlijn 2013/34/EU bepalen vervolgens dat het verschil tussen, enerzijds, de waardering op basis van de aanschaffingsprijs of vervaardigingskosten en, anderzijds, de waardering op basis van een herwaarderingsreserve, in de balans moet worden opgenomen in de herwaarderingsreserve onder het eigen vermogen, en dat deze herwaarderingsreserve ten allen tijde geheel of gedeeltelijk in kapitaal kan worden omgezet. De Richtlijn 2013/34/EU bepaalt ook nog dat de lidstaten regels kunnen vaststellen voor het gebruik van de herwaarderingsreserve. Op grond van deze bepaling wordt in de besluiten van 23 september 1992 en 17 november 1994 ingeschreven dat een in kapitaal opgenomen herwaarderingsmeerwaarde nooit rechtstreeks of onrechtstreeks mag worden aangewend om overgedragen verliezen geheel of gedeeltelijk aan te zuiveren voor het nog niet afgeschreven gedeelte van de herwaarderingsmeerwaarde. Bovendien wordt in de besluiten van 23 september 1992 en 17 november 1994 ook nog ingeschreven dat de meerwaarden die worden toegerekend aan de herwaarderingsreserve slechts in kapitaal mogen worden omgezet voor het gedeelte van de geherwaardeerde waarde verminderd met de geraamde belastingen hierop. Uiteindelijk wordt in de besluiten van 23 september 1992 en 17 november 1994, overeenkomstig artikel 7, tweede lid, derde alinea, *in fine*, Richtlijn 2013/34/EU, ingeschreven dat uit de herwaarderingsreserve noch rechtstreeks noch onrechtstreeks bedragen mogen worden uitgekeerd, tenzij zij overeenstemmen met een gerealiseerde meerwaarde of met een afschrijving op de meerwaarde die al dan niet werd overgebracht naar een reserve tot het beloop van de op de meerwaarde geboekte afschrijvingen.

Vervolgens gaat het ook om de in de voorliggende besluiten voorgestelde aanpassingen aan de toelichtingen die moeten worden verstrekt over het personeel en de personeelskosten van de instellingen en de ondernemingen. Artikel 17, eerste lid, e), Richtlijn 2013/34/EU vereist immers dat het door de instellingen en ondernemingen op te geven gemiddelde personeelsbestand ook wordt gesplitst naar categorieën. Tevens dienen de instellingen en ondernemingen een opgave te doen van de personeelskosten van het boekjaar, onderverdeeld in lonen en salarissen, socialezekerheidskosten en pensioenkosten. Het voorliggende besluit past de besluiten van 23 september 1992 en 17 november 1994 in die zin aan dat de opgave van het gemiddelde personeelsbestand nog verder moet worden uitgesplitst naar directiepersoneel, bedienden, arbeiders en andere personeelsleden. Het voorliggende besluit voert in het besluit van 23 september 1992 ook de verplichting in om bovenvermelde informatie over de personeelskosten te vermelden in de toelichting.

Ook dient, overeenkomstig artikel 18, eerste lid, b), Richtlijn 2013/34/EU, in de toelichting van de instellingen en de ondernemingen, informatie te worden verstrekt over de financiële betrekkingen met hun commissaris en over de personen met wie hij verbonden is. Het gaat meer bepaald over de bezoldiging van de commissaris, de bezoldiging die werd betaald of toegekend voor uitzonderlijke werkzaamheden of bijzondere opdrachten die binnen de instelling of onderneming werden uitgevoerd door de commissaris (uitgesplitst volgens het soort opdracht) en de bezoldigingen die werden betaald of

l'établissement ou de l'entreprise par des personnes avec lesquelles le commissaire est lié. Enfin, il convient également d'indiquer les mentions requises en application de l'article 133, paragraphe 6, du Code des sociétés.

Le présent arrêté introduit d'abord, dans les arrêtés du 23 septembre 1992 et du 17 novembre 1994, en application de l'article 17, paragraphe 1^{er}, point c) de la directive 2013/34/UE, des indications obligatoires concernant la valorisation des instruments financiers sur la base de la juste valeur. Concernant les indications sur la « nature » des instruments, il est attendu des établissements qu'ils communiquent le type ou la sorte d'instruments dérivés. Par ailleurs, pour les immobilisations financières comptabilisées à un montant supérieur à leur juste valeur, les établissements et les entreprises sont tenus de mentionner tant la valeur comptable nette que la juste valeur des actifs pris isolément. Ils doivent en outre indiquer les raisons pour lesquelles la valeur comptable nette n'a pas été réduite, et notamment les éléments qui permettent de supposer que la valeur comptable nette sera réalisée. Ces dernières indications peuvent également être regroupées de manière adéquate.

Enfin, le présent arrêté introduit dans l'arrêté du 17 novembre 1994 une nouvelle indication sur le dépôt par l'entreprise d'un relevé des entreprises dont elle répond de manière illimitée en qualité d'associé ou de membre indéfiniment responsable. Ce faisant, le présent arrêté mis en conformité avec l'article 17, paragraphe 1^{er}, point k), de la directive 2013/34/UE.

Commentaire des articles

Article 1^{er}. Cet article ne nécessite pas de commentaire.

Articles 2 et 3. Les articles 2 et 3 assurent l'actualisation de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes annuels des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif (ci-après dénommé « arrêté du 23 septembre 1992 »).

Article 4. Cet article porte sur une annexe complémentaire à fournir en cas de compensation entre avoirs et dettes, entre droits et engagements et entre charges et produits. L'arrêté du 23 septembre 1992 est adapté à cet effet.

Article 5. Cet article porte sur une annexe complémentaire à fournir lorsqu'un élément de l'actif ou du passif pourrait relever simultanément de plusieurs postes ou sous-postes du bilan ou lorsqu'un produit ou une charge pourrait relever simultanément de plusieurs postes ou sous-postes du compte de résultats. L'arrêté du 23 septembre 1992 est adapté à cet effet.

Article 6. Cet article apporte des précisions, dans l'arrêté du 23 septembre 1992, concernant l'évaluation des provisions pour risques et charges.

Article 7. Cet article assure la mise à jour de l'arrêté du 23 septembre 1992.

Article 8. Cet article assure la mise à jour de l'arrêté du 23 septembre 1992.

Article 9. Cet article assure la mise à jour de l'arrêté du 23 septembre 1992.

Article 10. Cet article introduit, dans l'arrêté du 23 septembre 1992, un nouveau régime d'amortissement pour les frais de développement et le goodwill. Cet article prévoit par ailleurs que les amortissements et les réductions de valeur sur goodwill ne peuvent être repris.

Article 11. Le présent article apporte des éclaircissements à l'arrêté royal du 23 septembre 1992 concernant le traitement comptable de la réévaluation des immobilisations corporelles ainsi que des participations, actions et parts figurant dans les immobilisations financières.

Article 12. L'article 12, 1^o et 2^o, assure la mise à jour de l'arrêté du 23 septembre 1992.

L'article 12, 3^o, porte sur une annexe complémentaire concernant la structure de l'actionnariat des établissements à la date de clôture des comptes. L'arrêté du 23 septembre 1992 est adapté à cet effet.

L'article 12, 4^o, porte sur une annexe complémentaire à fournir concernant le personnel et les frais de personnel. L'arrêté du 23 septembre 1992 est adapté à cet effet.

L'article 12, 5^o, a), assure la mise à jour de l'arrêté du 23 septembre 1992.

toegekend voor uitzonderlijke opdrachten uitgevoerd binnen de instelling of onderneming door de personen die met de commissaris verbonden zijn. Ten slotte dienen ook de vermeldingen in toepassing van artikel 133, § 6, van het Wetboek van vennootschappen te worden opgenomen.

Het voorliggende besluit voert met toepassing van artikel 17, eerste lid, c), Richtlijn 2013/34/EU in de besluiten van 23 september 1992 en 17 november 1994 vooreerst een nieuwe verplichting op te nemen toelichting in over de waardering van afgeleide financiële instrumenten op basis van de reële waarde. Voor de opgave van de "aard" van de instrumenten in deze toelichting wordt er van de instellingen verwacht dat zij het type of de soort van de afgeleide instrumenten meedelen. Vervolgens moeten de instellingen en ondernemingen, voor de financiële vaste activa die in aanmerking worden genomen tegen een hoger bedrag dan hun reële waarde, zowel de nettoboekwaarde als de reële waarde van de afzonderlijke activa vermelden. Ook dienen zij de redenen waarom de nettoboekwaarde van deze activa niet werd verminderd, te vermelden, met opgave van de aard van de aanwijzingen die aan de veronderstelling ten grondslag liggen dat de nettoboekwaarde zal gerealiseerd kunnen worden. Deze laatste toelichtingen mogen ook worden verschaft voor passende groepen van deze afzonderlijke activa.

Ten slotte voert het voorliggende besluit in het besluit van 17 november 1994 ook een nieuwe toelichting in over de door de ondernemingen op te nemen lijst van ondernemingen waarvoor zij onbeperkt aansprakelijk is in haar hoedanigheid van onbeperkt aansprakelijke vennoot of lid. Hiermee wordt dit besluit in overeenstemming gebracht met het vereiste van artikel 17, eerste lid, k), Richtlijn 2013/34/EU.

Artikelsgewijze bespreking

Artikel 1. Dit artikel behoeft geen commentaar.

Artikelen 2 en 3. De artikelen 2 en tot 3 strekken tot actualisering van het besluit van 23 september 1992 op de jaarrekening van de kredietinstellingen, de beleggingsondernemingen en de beheervenootschappen van instellingen voor collectieve belegging (hierna 'besluit van 23 september 1992').

Artikel 4. Dit artikel heeft betrekking op een aanvullende toelichting die moet worden verstrekt bij compensatie of verrekening tussen tegoeden en schulden, tussen rechten en verplichtingen en tussen kosten en opbrengsten. Hiertoe wordt het besluit van 23 september 1992 aangepast.

Artikel 5. Dit artikel heeft betrekking op een aanvullende toelichting die moet worden verstrekt wanneer een actief- of een passiefbestanddeel onder verscheidene posten of subposten van de balans kan vallen, of wanneer opbrengsten of kosten onder verscheidene posten of subposten van de resultatenrekening kunnen vallen. Hiertoe wordt het besluit van 23 september 1992 aangepast.

Artikel 6. Dit artikel brengt in het besluit van 23 september 1992 verduidelijkingen aan over de waardering van voorzieningen voor risico's en kosten.

Artikel 7. Dit artikel strekt tot actualisering van het besluit van 23 september 1992.

Artikel 8. Dit artikel strekt tot actualisering van het besluit van 23 september 1992.

Artikel 9. Dit artikel strekt tot actualisering van het besluit van 23 september 1992.

Artikel 10. Dit artikel voert in het besluit van 23 september 1992 een nieuw afschrijvingsregime in voor kosten van ontwikkeling en goodwill. Tevens wordt in dit artikel bepaald dat afschrijvingen en waardeverminderingen op goodwill niet kunnen worden teruggenomen.

Artikel 11. Dit artikel brengt in het besluit van 23 september 1992 verduidelijkingen aan met betrekking tot de boekhoudkundige verwerking van de herwaardering van materiële vaste activa, deelnemingen en aandelen die onder de financiële vaste activa voorkomen.

Artikel 12. Artikel 12, 1^o en 2^o, strekken tot actualisering van het besluit van 23 september 1992.

Artikel 12, 3^o, heeft betrekking op een aanvullende toelichting over de aandeelhoudersstructuur van de instellingen op datum van jaarafsluiting. Hiertoe wordt het besluit van 23 september 1992 aangepast.

Artikel 12, 4^o, heeft betrekking op een aanvullende toelichting die moet worden verstrekt over het personeel en de personeelskosten. Hiertoe wordt het besluit van 23 september 1992 aangepast.

Artikel 12, 5^o, a), strekt tot actualisering van het besluit van 23 september 1992.

L'article 12, 5°, b), porte sur une annexe complémentaire à fournir concernant la nature et l'impact financier des événements significatifs postérieurs à la date de clôture du bilan qui ne sont pas pris en compte dans le bilan ou dans le compte de résultats. L'arrêté du 23 septembre 1992 est adapté à cet effet.

L'article 12, 6°, porte sur l'extension de certaines indications à fournir à titre complémentaire dans l'annexe concernant les administrateurs et les gérants des établissements, et concernant le commissaire et les personnes auxquelles il est lié. L'arrêté du 23 septembre 1992 est adapté à cet effet.

L'article 12, 7°, porte sur une annexe complémentaire à fournir concernant la juste valeur des instruments financiers et des immobilisations financières. L'arrêté du 23 septembre 1992 est adapté à cet effet.

L'article 12, 8°, porte sur une annexe complémentaire à fournir concernant les liens avec des entreprises associées. L'arrêté du 23 septembre 1992 est adapté à cet effet.

L'article 12, 9°, instaure un principe d'importance significative pour ce qui concerne les informations à faire figurer à l'annexe des comptes annuels.

Article 13. L'article 13, 1° et 2°, assure la mise à jour de l'arrêté du 23 septembre 1992.

L'article 13, 3°, précise, dans l'arrêté du 23 septembre 1992, ce qu'il y a lieu d'entendre précisément par « juste valeur » pour l'établissement de l'annexe supplémentaire visée à l'article 12, 7°, du présent arrêté. Cette disposition précise par ailleurs dans quels cas il y a lieu de considérer les contrats sur produits de base comme des instruments financiers dérivés.

Article 14. Cet article porte sur une annexe complémentaire à fournir en cas de compensation entre avoirs et dettes, entre droits et engagements et entre charges et produits. L'arrêté du 17 novembre 1994 est adapté à cet effet.

Article 15. Cet article porte sur une annexe complémentaire à fournir lorsqu'un élément de l'actif ou du passif pourrait relever simultanément de plusieurs postes ou sous-postes du bilan ou lorsqu'un produit ou une charge pourrait relever simultanément de plusieurs postes ou sous-postes du compte de résultats. L'arrêté du 17 novembre 1994 est adapté à cet effet.

Article 16. Cet article apporte, dans l'arrêté du 17 novembre 1994, des précisions concernant l'évaluation des provisions pour risques et charges.

Article 17. Cet article assure la mise à jour de l'arrêté du 17 novembre 1994.

Article 18. Cet article introduit, dans l'arrêté du 17 novembre 1994, un nouveau régime d'amortissement pour les frais de développement et le goodwill. Cet article prévoit par ailleurs que les amortissements et les réductions de valeur sur goodwill ne peuvent être repris.

Article 19. Cet article assure la mise à jour de l'arrêté du 17 novembre 1994.

Article 20. Le présent article apporte des éclaircissements à l'arrêté royal du 17 novembre 1994 concernant le traitement comptable de la réévaluation des immobilisations corporelles ainsi que des participations, actions et parts figurant dans les immobilisations financières.

Article 21. L'article 21, 1°, porte sur une annexe complémentaire concernant les entreprises pour lesquelles l'entreprise est indéfiniment responsable en sa qualité d'entreprise associée indéfiniment responsable. L'arrêté du 17 novembre 1994 est adapté à cet effet.

L'article 21, 2°, porte sur une annexe complémentaire à fournir concernant la juste valeur des instruments financiers et des immobilisations financières. L'arrêté du 17 novembre 1994 est adapté à cet effet.

L'article 21, 3°, assure la mise à jour de l'arrêté du 17 novembre 1994.

L'article 21, 4°, porte sur une annexe complémentaire à fournir concernant le personnel. L'arrêté du 17 novembre 1994 est adapté à cet effet.

L'article 21, 5°, porte sur une annexe complémentaire à fournir concernant la nature et l'impact financier des événements significatifs postérieurs à la date de clôture du bilan qui ne sont pas pris en compte dans le bilan ou dans le compte de résultats. L'arrêté du 17 novembre 1994 est adapté à cet effet.

Artikel 12, 5°, b), heeft betrekking op een aanvullende toelichting die moet worden verstrekt over de aard en de financiële gevolgen van materiële gebeurtenissen die zich na de balansdatum hebben voorgedaan en die niet in de balans of de resultatenrekening worden weergegeven. Hiertoe wordt het besluit van 23 september 1992 aangepast.

Artikel 12, 6°, heeft betrekking op de verruiming van de aanvullende te verstrekken toelichting van bepaalde gegevens over bestuurders en zaakvoerders van de instellingen, en van bepaalde gegevens over de commissaris en over de personen met wie hij verbonden is. Hiertoe wordt het besluit van 23 september 1992 aangepast.

Artikel 12, 7°, heeft betrekking op een aanvullende toelichting die moet worden verstrekt over de reële waarde van financiële instrumenten en de financiële vaste activa. Hiertoe wordt het besluit van 23 september 1992 aangepast.

Artikel 12, 8°, heeft betrekking op een aanvullend te verstrekken toelichting over de betrekkingen met geassocieerde ondernemingen. Hiertoe wordt het besluit van 23 september 1992 aangepast.

Artikel 12, 9°, voert een materialiteitsbeginsel in met betrekking tot de in de toelichting te verstrekken informatie.

Artikel 13. Artikel 13, 1° en 2°, hebben betrekking op het actualiseren van het besluit van 23 september 1992.

Artikel 13, 3°, verduidelijkt in het besluit van 23 september 1992 wat er precies moet worden verstaan onder de begrippen 'reële waarde' voor het opstellen van de in artikel 12, 7°, van dit besluit bedoelde aanvullende toelichting. Tevens wordt in deze bepaling verduidelijkt in welke gevallen grondstoffencontracten als afgeleide financiële instrumenten moeten worden beschouwd.

Artikel 14. Dit artikel heeft betrekking op een aanvullende toelichting die moet worden verstrekt bij compensatie of verrekening tussen goeden en schulden, tussen rechten en verplichtingen en tussen kosten en opbrengsten. Hiertoe wordt het besluit van 17 november 1994 aangepast.

Artikel 15. Dit artikel heeft betrekking op een aanvullende toelichting die moet worden verstrekt wanneer een actief- of een passiefbestanddeel onder verscheidene posten of subposten van de balans kan vallen, of wanneer opbrengsten of kosten onder verscheidene posten of subposten van de resultatenrekening kunnen vallen. Hiertoe wordt het besluit van 17 november 1994 aangepast.

Artikel 16. Dit artikel brengt in het besluit van 17 november 1994 verduidelijkingen aan over de waardering van voorzieningen voor risico's en kosten.

Artikel 17. Dit artikel strekt tot actualisering van het besluit van 17 november 1994.

Artikel 18. Dit artikel voert in het besluit van 17 november 1994 een nieuw afschrijvingsregime in voor kosten van ontwikkeling en goodwill. Tevens wordt in dit artikel bepaald dat afschrijvingen en waardeverminderingen op goodwill niet kunnen worden teruggenomen.

Artikel 19. Dit artikel strekt tot actualisering van het besluit van 17 november 1994.

Artikel 20. Dit artikel brengt in het besluit van 17 november 1994 verduidelijkingen aan met betrekking tot de boekhoudkundige verwerking van de herwaardering van materiële vaste activa, deelnemingen en aandelen die onder de financiële vaste activa voorkomen.

Artikel 21. Artikel 21, 1°, heeft betrekking op een aanvullende toelichting over de ondernemingen waarvoor de onderneming onbeperkt aansprakelijk is in haar hoedanigheid van onbeperkt aansprakelijke vennoot of lid. Hiertoe wordt het besluit van 17 november 1994 aangepast.

Artikel 21, 2°, heeft betrekking op een aanvullende toelichting die moet worden verstrekt over de reële waarde van financiële instrumenten en de financiële vaste activa. Hiertoe wordt het besluit van 17 november 1994 aangepast.

Artikel 21, 3°, strekt tot actualisering van het besluit van 17 november 1994.

Artikel 21, 4°, heeft betrekking op een aanvullende toelichting die moet worden verstrekt over het personeel. Hiertoe wordt het besluit van 17 november 1994 aangepast.

Artikel 21, 5°, heeft betrekking op een aanvullende toelichting die moet worden verstrekt over de aard en de financiële gevolgen van materiële gebeurtenissen die zich na de balansdatum hebben voorgedaan en die niet in de balans of de resultatenrekening worden weergegeven. Hiertoe wordt het besluit van 17 november 1994 aangepast.

L'article 21, 6°, porte sur une annexe complémentaire concernant les liens avec des entreprises associées. L'arrêté du 17 novembre 1994 est adapté à cet effet.

L'article 21, 7°, porte sur l'extension de certaines indications à fournir à titre complémentaire dans l'annexe concernant les administrateurs et les gérants des établissements. L'arrêté du 17 novembre 1994 est adapté à cet effet.

L'article 21, 8°, porte sur l'extension de certaines indications à fournir à titre complémentaire dans l'annexe concernant le commissaire et les personnes auxquelles il est lié. L'arrêté du 17 novembre 1994 est adapté à cet effet.

L'article 21, 9° et 10°, ne nécessitent pas de commentaire.

L'article 21, 11°, instaure un principe d'importance significative pour ce qui concerne les informations à faire figurer à l'annexe des comptes annuels.

Article 22. Cet article assure la mise à jour de l'arrêté du 17 novembre 1994.

Articles 23, 24 et 25. Ces articles ne nécessitent pas de commentaire.

Artikel 21, 6°, heeft betrekking op een aanvullend te verstrekken toelichting over de betrekkingen met geassocieerde ondernemingen. Hiertoe wordt het besluit van 17 november 1994 aangepast.

Artikel 21, 7°, heeft betrekking op de verruiming van de aanvullend te verstrekken toelichting van bepaalde gegevens over bestuurders en zaakvoerders van de instellingen. Hiertoe wordt het besluit van 17 november 1994 aangepast.

Artikel 21, 8°, heeft betrekking op de verruiming van de aanvullend te verstrekken toelichting van bepaalde gegevens over de commissaris en over de personen met wie hij verbonden is. Hiertoe wordt het besluit van 17 november 1994 aangepast.

Artikel 21, 9° en 10°, behoeven geen commentaar.

Artikel 21, 11°, voert een materialiteitsbeginsel in voor de in de toelichting te verstrekken informatie.

Artikel 22. Dit artikel strekt tot actualisering van het besluit van 17 november 1994.

Artikelen 23, 24 en 25. Deze artikelen behoeven geen commentaar.

Tableau de concordance - Concordantietabel

Arrêté modifié - Wijzigingsbesluit	Directive 2013/34/UE - Richtlijn 2013/34/EU
Article 1 ^{er} - Artikel 1	/
Article 2 - Artikel 2	/
Article 3 - Artikel 3	/
Article 4 - Artikel 4	Article 6, paragraphe 2 - Artikel 6, tweede lid
Article 5 - Artikel 5	Article 12, paragraphe 1 - Artikel 12, eerste lid
Article 6 - Artikel 6	Article 12, paragraphe 1, alinéa 3 Artikel 12, twaalfde lid, derde alinea
Article 7 - Artikel 7	/
Article 8 - Artikel 8	/
Article 9 - Artikel 9	/
Article 10, 1° - Artikel 10, 1°	Article 12, paragraphe 11, alinéa 2 Artikel 12, elfde lid, tweede alinea
Article 10, 2° - Artikel 10, 2°	Article 12, paragraphe 6, d) - Artikel 12, zesde lid, d)
Article 11 - Artikel 11	Article 7, paragraphes 1 et 2 Artikel 7, eerste en tweede leden
Article 12, 1° - Artikel 12, 1°	/
Article 12, 2° - Artikel 12, 2°	/
Article 12, 3° - Artikel 12, 3°	/
Article 12, 4° - Artikel 12, 4°	Article 17, paragraphe 1, e) - Artikel 17, eerste lid, e)
Article 12, 5°, a) - Artikel 12, 5°, a)	Article 16, paragraphe 1, d) - Artikel 16, eerste lid, d)
Article 12, 5°, b) - Artikel 12, 5°, b)	Article 17, paragraphe 1, q) - Artikel 17, eerste lid, q)
Article 12, 6° - Artikel 12, 6°	- Article 16, paragraphe 1, e) - Artikel 16, eerste lid, e) - Article 17, paragraphe 1, d) - Artikel 17, eerste lid, d) - Article 18, paragraphe 1, b) - Artikel 18, eerste lid, b)
Article 12, 7° - Artikel 12, 7°	Article 17, paragraphe 1, c) - Artikel 17, eerste lid, c)
Article 12, 8° - Artikel 12, 8°	Article 16, paragraphe 1, d) - Artikel 16, eerste lid, d)
Article 12, 9° - Artikel 12, 9°	Article 6, paragraphe 1, j) - Artikel 6, eerste lid, j)
Article 13, 1° - Artikel 13, 1°	Article 10 - Artikel 10
Article 13, 2° - Artikel 13, 2°	/
Article 13, 3° - Artikel 13, 3°	Article 8, paragraphe 7 - Artikel 8, zevende lid
Article 14 - Artikel 14	Article 6, paragraphe 2 - Artikel 6, tweede lid
Article 15 - Artikel 15	Article 12, paragraphe 1 - Artikel 12, eerste lid
Article 16 - Artikel 16	Article 12, paragraphe 12, alinéa 3 Artikel 12, twaalfde lid, derde alinea
Article 17 - Artikel 17	/
Article 18, 1° - Artikel 18, 1°	Article 12, paragraphe 11, alinéa 2 Artikel 12, elfde lid, tweede alinea
Article 18, 2° - Artikel 18, 2°	Article 12, paragraphe 6, d) - Artikel 12, zesde lid, d)
Article 19 - Artikel 19	/

Tableau de concordance - Concordantietabel	
Arrêté modifié - Wijzigingsbesluit	Directive 2013/34/UE - Richtlijn 2013/34/EU
Article 20 - Artikel 20	Article 7, paragraphes 1 et 2 Artikel 7, eerste en tweede leden
Article 21, 1° - Artikel 21, 1°	Article 17, paragraphe 1, k) - Artikel 17, eerste lid, k)
Article 21, 2° - Artikel 21, 2°	Article 17, paragraphe 1, c) - Artikel 17, eerste lid, c)
Article 21, 3° - Artikel 21, 3°	/
Article 21, 4° - Artikel 21, 4°	Article 17, paragraphe 1, e) - Artikel 17, eerste lid, e)
Article 21, 5° - Artikel 21, 5°	Article 17, paragraphe 1, q) - Artikel 17, eerste lid, q)
Article 21, 6° - Artikel 21, 6°	Article 16, paragraphe 1, d) - Artikel 16, eerste lid, d)
Article 21, 7° - Artikel 21, 7°	Article 16, paragraphe 1, e) - Artikel 16, eerste lid, e)
Article 21, 8° - Artikel 21, 8°	Article 18, paragraphe 1, b) - Artikel 18, eerste lid, b)
Article 21, 9° - Artikel 21, 9°	/
Article 21, 10° - Artikel 21, 10°	/
Article 21, 11° - Artikel 21, 11°	Article 6, paragraphe 1, j) - Artikel 6, eerste lid, j)
Article 22 - Artikel 22	/
Article 23 - Artikel 23	/
Article 24 - Artikel 24	/
Article 25 - Artikel 25	/

AVIS 60.093/2 DU 5 OCTOBRE 2016 DU CONSEIL D'ETAT, SECTION DE LEGISLATION, SUR UN PROJET D'ARRETE ROYAL 'PORTANT MODIFICATION DES ARRETES ROYAUX RELATIFS AUX COMPTES ANNUELS DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT, DES ENTREPRISES D'INVESTISSEMENT ET DES SOCIETES DE GESTION D'ORGANISMES DE PLACEMENT COLLECTIF ET D'ENTREPRISES D'ASSURANCES ET DE REASSURANCE'

Le 8 septembre 2016, le Conseil d'Etat, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Emploi, de l'Economie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'portant modification des arrêtés royaux relatifs aux comptes annuels des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif et d'entreprises d'assurances et de réassurance'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 5 octobre 2016.

La chambre était composée de Pierre Vandernoot, président de chambre, Luc Detroux et Wanda Vogel, conseillers d'Etat, Marianne Dony, assesseur, et Bernadette Vigneron, greffier.

Le rapport a été présenté par Jean-Luc Paquet, premier auditeur.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de Pierre Vandernoot.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 5 octobre 2016.

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

Examen du projet

Preamble

1. Les articles 757 et 758 de la loi du 13 mars 2016 'relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance' ont abrogé la loi du 9 juillet 1975 'relative au contrôle des entreprises d'assurances' et la loi du 16 février 2009 'relative à la réassurance'.

L'alinéa 3 doit par conséquent être omis.

2. Les diverses lois comportant les fondements juridiques de l'arrêté en projet doivent être mentionnées suivant leur ordre chronologique, de sorte que l'alinéa 1^{er} – qui vise précisément l'article 199, alinéa 2, de cette loi du 13 mars 2016 – doit en devenir l'alinéa 5 (1).

ADVIES 60.093/2 VAN 5 OKTOBER 2016 VAN DE RAAD VAN STATE, AFDELING WETGEVING, OVER EEN ONTWERP VAN KONINKLIJK BESLUIT 'TOT WIJZIGING VAN DE KONINKLIJKE BESLUITEN OP DE JAARREKENING VAN DE KREDIETINSTELLINGEN, DE BELEGGINGSONDERNEMINGEN EN DE BEHEERVENNOOTSCHAPPEN VAN INSTELLINGEN VOOR COLLECTIEVE BELEGGING EN VAN DE VERZEKERINGS- EN HERVERZEKERINGS- ONDERNEMINGEN'

Op 8 september 2016 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-Eerste Minister en Minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van de koninklijke besluiten op de jaarrekening van de kredietinstellingen, de beleggingsondernemingen en de beheervennootschappen van instellingen voor collectieve belegging en van de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen'.

Het ontwerp is door de tweede kamer onderzocht op 5 oktober 2016.

De kamer was samengesteld uit Pierre Vandernoot, kamervoorzitter, Luc Detroux en Wanda Vogel, staatsraden, Marianne Dony, assessor, en Bernadette Vigneron, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Jean-Luc Paquet, eerste auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Pierre Vandernoot.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 5 oktober 2016.

Aangezien de adviesaanvraag ingediend is op basis van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State, beperkt de afdeling Wetgeving overeenkomstig artikel 84, § 3, van de voornoemde gecoördineerde wetten haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, de bevoegdheid van de steller van de handeling en de te vervullen voorafgaande vormvereisten.

Wat die drie punten betreft, geeft het ontwerp aanleiding tot de volgende opmerkingen.

Onderzoek van het ontwerp

Aanhef

1. De wet van 9 juli 1975 'betreffende de controle der verzekeringsondernemingen' en de wet van 16 februari 2009 'op het herverzekeringbedrijf' zijn, opgeheven bij de artikelen 757 en 758 van de wet van 13 maart 2016 'op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen'.

Bijgevolg moet het derde lid worden weggelaten.

2. De verschillende wetten die de rechtsgronden van het ontwerp bevatten, moeten in chronologische volgorde worden vermeld, zodat het eerste lid – waarin net naar artikel 199, tweede lid, van die wet van 13 maart 2016 verwezen wordt – het vijfde lid moet worden (1).

3. L'alinéa 11 du préambule mentionne « la consultation des associations professionnelles ». Il ne ressort pas du dossier communiqué au Conseil d'Etat qu'il a effectivement été procédé à toutes les consultations obligatoires prescrites (2) par les lois qui constituent le fondement de l'arrêté en projet.

L'auteur du projet veillera au correct accomplissement de ces formalités.

Dispositif

Article 12

Au 9°, conformément à l'article 2, point 16, de la directive transposée, le texte en projet doit être complété par la phrase suivante : « L'importance significative de chaque élément est évaluée dans le contexte d'autres éléments similaires. » (3)

La même observation vaut pour l'article 21, 11° du projet.

Article 20

Contrairement à l'article 34 de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 'relatif aux comptes annuels des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif' – que l'article 11 du projet tend à modifier –, l'article 34 de l'arrêté royal du 17 novembre 1994 'relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurance et de réassurance' n'a pas été modifié par l'arrêté royal du 28 septembre 2008, de sorte que la mention d'une telle modification, à l'article 20 du projet, doit être supprimée.

Observation finale

Le tableau de transposition de la directive qui a été envoyé à l'auditeur-rapporteur devrait être inséré dans le rapport au Roi.

Le greffier,
B. Vigneron.

Le Président,
P. Vandermoot.

Notes

(1) *Principes de technique législative – Guide de rédaction des textes législatifs et réglementaires*, www.raadvst-consetat.be, onglet « Technique législative », recommandation n° 26.

(2) Article 91, alinéa 8, de la loi du 6 avril 1995 'relative au statut et au contrôle des entreprises d'investissement' ; article 235, alinéa 7, de la loi du 3 août 2012 'relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances' ; article 333, alinéa 7, de la loi du 19 avril 2014 'relative aux organismes de placement collectif alternatifs et à leurs gestionnaires' ; article 106, § 5, de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit.

(3) Voir également le considérant 17 de la directive.

5 DECEMBRE 2016. — Arrêté royal portant modification des arrêtés royaux relatifs aux comptes annuels des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectifs et des entreprises d'assurance et de réassurance

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 6 avril 1995 relative au statut et au contrôle des entreprises d'investissement, article 91, alinéa 3, modifié par l'article 174 de l'arrêté royal du 3 mars 2011, confirmé par l'article 298 de la loi du 3 août 2012;

Vu la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la Directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances, article 235, alinéa 4;

Vu la loi du 19 avril 2014 relative aux organismes de placement collectif alternatifs et à leurs gestionnaires, article 333, alinéa 4;

Vu la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, article 106, § 1^{er}, alinéa 2;

Vu la loi du 13 mars 2016 relative au statut et au contrôle des entreprises d'assurance ou de réassurance, l'article 199, alinéa 2;

3. Het elfde lid van de aanhef vermeldt "de raadpleging van de beroepsverenigingen". Uit het dossier dat aan de Raad van State is overgezonden, blijkt niet of alle verplichte raadplegingen die worden voorgeschreven door de wetten die de rechtsgrond van het ontworpen besluit vormen (2), daadwerkelijk hebben plaatsgevonden.

De steller van het ontwerp moet ervoor zorgen dat die vormvereisten naar behoren worden vervuld.

Dispositief

Artikel 12

Overeenkomstig artikel 2, punt 16, van de richtlijn die omgezet wordt, moet de ontworpen tekst in de bepaling onder 9° worden aangevuld met de volgende zin : « Het materieel belang van afzonderlijke posten wordt beoordeeld in de context van andere gelijkaardige posten. » (3)

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 21, 11°, van het ontwerp.

Artikel 20

Anders dan artikel 34 van het koninklijk besluit van 23 september 1992 'op de jaarrekening van de kredietinstellingen, de beleggingsondernemingen en de beheerverenootschappen van instellingen voor collectieve belegging' – dat door artikel 11 van het ontwerp zou worden gewijzigd – is artikel 34 van het koninklijk besluit van 17 november 1994 'op de jaarrekening van de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen' niet gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 september 2008, zodat de vermelding van die wijziging, in artikel 20 van het ontwerp, moet worden geschrapt.

Slotopmerking

De tabel tot omzetting van de richtlijn die aan de auditeur-rapporteur is toegezonden, zou in het verslag aan de Koning moeten worden opgenomen.

De Griffier,
B. Vigneron.

De voorzitter,
P. Vandermoot.

Nota's

(1) *Beginselen van de wetgevingstechniek – Handleiding voor het opstellen van wetgevende en reglementaire teksten*, www.raadvst-consetat.be, tab "Wetgevingstechniek", aanbeveling 26.

(2) Artikel 91, achtste lid, van de wet van 6 april 1995 'inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen'; artikel 235, zevende lid, van de wet van 3 augustus 2012 'betreffende de instellingen voor collectieve belegging die voldoen aan de voorwaarden van Richtlijn 2009/65/EG en de instellingen voor belegging in schuldvorderingen'; artikel 333, zevende lid, van de wet van 19 april 2014 'betreffende de alternatieve instellingen voor collectieve belegging en hun beheerders'; artikel 106, § 5, van de wet van 25 april 2014 'op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen'.

(3) Zie ook overweging 17 van de richtlijn.

5 DECEMBER 2016. — Koninklijk besluit tot wijziging van de koninklijke besluiten op de jaarrekening van de kredietinstellingen, de beleggingsondernemingen en de beheerverenootschappen van instellingen voor collectieve belegging en van de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 6 april 1995 inzake het statuut van en het toezicht op de beleggingsondernemingen, artikel 91, derde lid, gewijzigd bij artikel 174 van het koninklijk besluit van 3 maart 2011, bekrachtigd bij artikel 298 van de wet van 3 augustus 2012;

Gelet op de wet van 3 augustus 2012 betreffende de instellingen voor collectieve belegging die voldoen aan de voorwaarden van Richtlijn 2009/65/EG en de instellingen voor belegging in schuldvorderingen, artikel 235, vierde lid;

Gelet op de wet van 19 april 2014 betreffende de alternatieve instellingen voor collectieve belegging en hun beheerders, artikel 333, vierde lid.

Gelet op de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, artikel 106, § 1, tweede lid;

Gelet op de wet van 13 maart 2016 op het statuut van en het toezicht op de verzekerings- of herverzekeringsondernemingen, artikel 199, tweede lid; Gele

Vu l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes annuels des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif;

Vu l'arrêté royal du 17 novembre 1994 relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurance et de réassurance;

Vu l'avis de la Banque nationale, donné le 24 février 2015;

Vu l'avis de l'Autorité des services et marchés financiers, donné le 29 avril 2015;

Vu la consultation des associations professionnelles;

Vu l'avis 60.093/2 du Conseil d'Etat, donné le 5 octobre 2016 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Sur la proposition du Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Emploi, de l'Economie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur, et du Ministre des Finances,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er} — *Objet*

Article 1^{er}. Le présent arrêté vise à transposer partiellement la Directive 2013/34/UE du Parlement européen et du Conseil du 26 juin 2013 relative aux états financiers annuels, aux états financiers consolidés et aux rapports y afférents de certaines formes d'entreprises, modifiant la directive 2006/43/CE du Parlement européen et du Conseil et abrogeant les directives 78/660/CEE et 83/349/CEE du Conseil.

CHAPITRE 2. — *Modification de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes annuels des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif*

Art. 2. A l'article 1^{er}, alinéa 1^{er}, de l'arrêté royal du 23 septembre 1992 relatif aux comptes annuels des établissements de crédit, des entreprises d'investissement et des sociétés de gestion d'organismes de placement collectif, remplacé par l'arrêté royal du 28 septembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1^o au 1^o, les mots « l'article 1^{er} de la loi du 22 mars 1993 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, à l'exception des établissements visés à l'article 2, § 1^{er}, de cette loi » sont remplacés par les mots « l'article 1^{er}, § 3, de la loi du 25 avril 2014 relative au statut et au contrôle des établissements de crédit, à l'exception des établissements visés à l'article 2 de cette loi ».

2^o au 3^o, les mots « l'article 138 de la loi du 20 juillet 2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement » sont remplacés par les mots « l'article 186 de la loi du 3 août 2012 relative aux organismes de placement collectif qui répondent aux conditions de la directive 2009/65/CE et aux organismes de placement en créances »;

3^o l'alinéa 1^{er} est complété par un 4^o, rédigé comme suit :

« 4^o aux sociétés de gestion d'organismes de placement collectif alternatifs visés à l'article 306 de la loi du 19 avril 2014 relative aux organismes de placement collectif alternatifs et à leurs gestionnaires. ».

Art. 3. A l'article 5, alinéa 1^{er}, de ce même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 28 septembre 2008, les mots « l'article 7, alinéa 2, de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises » sont remplacés par les mots « l'article III.90, § 1^{er}, du Code de droit économique ».

Art. 4. L'article 6, alinéa unique, de ce même arrêté est complété par la phrase suivante :

« Dans de tels cas, les montants compensés sont indiqués comme des montants bruts dans l'annexe aux comptes annuels. ».

Art. 5. L'article 8, alinéa unique, du même arrêté est complété par la phrase suivante :

« Le cas échéant, le lien avec les autres postes est expliqué dans l'annexe. ».

Art. 6. A l'article 13 de ce même arrêté, il est inséré un alinéa entre l'alinéa 1^{er} et l'alinéa 2, rédigé comme suit :

« Sans préjudice de l'article 19, alinéa 3, une provision représente, à la date de clôture du bilan, la meilleure estimation des charges probables ou, dans le cas d'une perte ou d'une dette, du montant nécessaire pour l'honorer à la date de clôture du bilan. ».

Gelet op het koninklijk besluit van 23 september 1992 op de jaarrekening van de kredietinstellingen, de beleggingsondernemingen en de beheervennootschappen van instellingen voor collectieve belegging;

Gelet op het koninklijk besluit van 17 november 1994 op de jaarrekening van de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen;

Gelet op het advies van de Nationale Bank, gegeven op 24 februari 2015;

Gelet op het advies van de Autoriteit voor Financiële Diensten en Markten, gegeven op 29 april 2015;

Gelet op de raadpleging van de beroepsverenigingen;

Gelet op het advies 60.093/2 van de Raad van State, gegeven op 5 oktober 2016, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Op de voordracht van de Vice-eersteminister en Minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel en de Minister van Financiën

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Voorwerp*

Artikel 1. Dit besluit voorziet in de gedeeltelijke omzetting van de Richtlijn 2013/34/EU van het Europees Parlement en van de Raad van 26 juni 2013 betreffende de jaarlijkse financiële overzichten, geconsolideerde financiële overzichten en aanverwante verslagen van bepaalde ondernemingsvormen, tot wijziging van Richtlijn 2006/43/EG van het Europees Parlement en de Raad en tot intrekking van Richtlijnen 78/660/EEG en 83/349/EEG van de Raad.

HOOFDSTUK 2. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 23 september 1992 op de jaarrekening van de kredietinstellingen, de beleggingsondernemingen en de beheervennootschappen van instellingen voor collectieve belegging*

Art. 2. In artikel 1, eerste lid, van het koninklijk besluit van 23 september 1992 op de jaarrekening van de kredietinstellingen, de beleggingsondernemingen en de beheervennootschappen van instellingen voor collectieve belegging, vervangen bij koninklijk besluit van 28 september 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1^o in 1^o worden de woorden "artikel 1 van de wet van 22 maart 1993 op het statuut van en het toezicht op de kredietinstellingen, met uitsluiting van de instellingen bedoeld bij artikel 2, § 1, van de wet" vervangen door de woorden "artikel 1, § 3, van de wet van 25 april 2014 op het statuut van en het toezicht op kredietinstellingen, met uitsluiting van de instellingen bedoeld bij artikel 2 van de wet";

2^o in 3^o worden de woorden "artikel 138 van de wet van 20 juli 2004 betreffende bepaalde vormen van collectief beheer van beleggingsportefeuilles" vervangen door de woorden "artikel 186 van de wet van 3 augustus 2012 betreffende de instellingen voor collectieve belegging die voldoen aan de voorwaarden van Richtlijn 2009/65/EG en de instellingen voor belegging in schuldvorderingen";

3^o het eerste lid wordt aangevuld met een 4^o, luidende :

"4^o de beheervennootschappen van alternatieve instellingen voor collectieve belegging bedoeld bij artikel 306 van de wet van 19 april 2014 betreffende de alternatieve instellingen voor collectieve belegging en hun beheerders."

Art. 3. In artikel 5, eerste lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 28 september 2008, worden de woorden "artikel 7, tweede lid, van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen" vervangen door de woorden "artikel III.90, § 1, van het Wetboek van economisch recht".

Art. 4. Artikel 6, enig lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende zin :

"In dergelijke gevallen worden de te verrekenen bedragen als brutobedragen in de toelichting bij de jaarrekening vermeld."

Art. 5. Artikel 8, enig lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende zin :

"In dergelijk geval wordt in de toelichting het verband met de andere posten vermeld."

Art. 6. In artikel 13 van hetzelfde besluit wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidende :

"Onverminderd artikel 19, derde lid, vertegenwoordigt een voorziening op balansdatum de beste schatting van de kosten die als waarschijnlijk worden beschouwd of, in geval van een verplichting, de beste schatting van het bedrag dat vereist is om die verplichting op de balansdatum na te komen."

Art. 7. L'article 15 de ce même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 28 septembre 2008, est modifié comme suit :

1° à l'alinéa 1^{er}, les mots « l'article 7, alinéa 1^{er}, de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité et aux comptes annuels des entreprises » sont remplacés par les mots « l'article III.89, § 1^{er}, du Code de droit économique »;

2° à l'alinéa 2, les mots « l'article 7, alinéa 3, de la loi précitée » sont remplacés par les mots « l'article III.89, § 1^{er}, du Code de droit économique ».

Art. 8. A l'article 19, alinéa 5, a), du même arrêté, le mot « préensions » est remplacé par les mots « chômage avec complément d'entreprise ».

Art. 9. A l'article 27, alinéa 1^{er}, du même arrêté, dans le texte néerlandais, le mot « gebouwen » est remplacé par les mots « onroerende goederen ».

Art. 10. L'article 28, § 2, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 28 septembre 2008, est modifié comme suit :

1° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Lorsque leur durée d'utilisation ne peut être estimée de manière fiable, les frais de développement et le goodwill sont amortis sur une période maximale de dix ans. Une explication de la période d'amortissement du goodwill est fournie dans l'annexe. »;

2° le paragraphe est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les amortissements et les réductions de valeur sur le goodwill ne sont pas repris. ».

Art. 11. Dans l'article 34 du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 28 septembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 4, le 2° est remplacé par ce qui suit :

« 2° être incorporées au capital; une plus-value de réévaluation incorporée au capital ne peut toutefois jamais être affectée, directement ou indirectement, à la compensation totale ou partielle des pertes reportées à concurrence de la partie de la plus-value de réévaluation qui n'a pas encore fait l'objet d'un amortissement. Les plus-values imputées à la rubrique XI du passif « Plus-values de réévaluation » ne peuvent être incorporées au capital qu'à concurrence de la partie de la plus-value de réévaluation sous déduction des impôts estimés sur cette plus-value. »;

2° l'article est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Les plus-values actées ne peuvent pas être distribuées, ni directement, ni indirectement, tant qu'elles ne correspondent pas à une plus-value réalisée ou à un amortissement transféré ou non à une réserve conformément à l'alinéa précédent, 1°. ».

Art. 12. Dans le chapitre I^{er}, section 3, de l'annexe au même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 27 novembre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° à la phrase introductive de l'alinéa 1^{er}, les mots « , 6, 8 » sont insérés entre les mots « articles 4, alinéa 2 » et les mots « , 10, alinéa 2 »;

2° à la rubrique VI, § 2, alinéa 3, 1°, les mots « l'article 80 des lois coordonnées sur les sociétés commerciales ou sont effectivement publiés dans un autre Etat membre de la CEE, dans les formes de l'article 3 de la directive 68/151/CEE ou » sont remplacés par les mots « l'article 98 du Code des sociétés ou sont effectivement publiés dans un autre Etat membre de la EU, dans les formes de l'article 3 de la directive 2009/101/CE ou »;

3° à la rubrique XVIII, alinéa unique, les modifications suivantes sont apportées :

a) les mots « et de la structure de l'actionariat » sont insérés entre les mots « du capital » et le mot « , mentionnant »;

b) au A., troisième tiret, les mots « et actions au porteur » sont remplacés par les mots « et actions dématérialisées »;

c) l'alinéa unique est complété par un G., rédigé comme suit :

« G. la structure de l'actionariat de l'établissement à la date de clôture de ses comptes, avec la ventilation suivante :

- structure de l'actionariat de l'établissement à la date de clôture de ses comptes, telle qu'elle résulte des déclarations reçues par l'établissement conformément aux articles 631, § 2, dernier alinéa, et 632, § 2, dernier alinéa, du Code des sociétés;

Art. 7. In artikel 15 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 28 september 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het eerste lid worden de woorden "artikel 7, eerste lid, van de wet van 17 juli 1975 op de boekhouding en de jaarrekening van de ondernemingen" vervangen door de woorden "artikel III.89, § 1, van het Wetboek van economisch recht";

2° in het tweede lid worden de woorden "artikel 7, derde lid, van voornoemde wet" vervangen door de woorden "artikel III.89, § 1, van het Wetboek van economisch recht".

Art. 8. In artikel 19, vijfde lid, a), van hetzelfde besluit wordt het woord "bruggensioenen" vervangen door de woorden "werkloosheid met bedrijfstoeslag".

Art. 9. In artikel 27, eerste lid, van hetzelfde besluit wordt in de Nederlandse tekst het woord "gebouwen" vervangen door de woorden "onroerende goederen".

Art. 10. In artikel 28, § 2, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 28 september 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° het vierde lid wordt vervangen als volgt :

"Kosten van ontwikkeling en goodwill worden, indien hun gebruiksduur niet met zekerheid kan worden geraamd, afgeschreven over een periode van ten hoogste tien jaar. De periode waarover goodwill wordt afgeschreven, wordt verantwoord in de toelichting.";

2° de paragraaf wordt aangevuld met een lid, luidende :

"Afschrijvingen en waardeverminderingen op goodwill worden niet teruggenomen.".

Art. 11. In artikel 34 van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 28 september 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het vierde lid wordt het 2° vervangen als volgt :

"2° in kapitaal worden omgezet; een in kapitaal opgenomen herwaarderingsmeerwaarde mag evenwel nooit rechtstreeks of onrechtstreeks aangewend worden om overgedragen verliezen geheel of gedeeltelijk aan te zuiveren voor het nog niet afgeschreven gedeelte van de herwaarderingsmeerwaarde. Meerwaarden toegerekend aan rubriek XI van het passief "Herwaarderingsmeerwaarden" mogen slechts in kapitaal worden omgezet voor het gedeelte van de geherwaardeerde waarde verminderd met de geraamde belastingen hierop.";

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende :

"De geboekte meerwaarden mogen noch rechtstreeks, noch onrechtstreeks worden uitgekeerd, zolang deze niet overeenstemmen met een gerealiseerde meerwaarde of met een afschrijving op de meerwaarde die al dan niet werd overgebracht naar een reserve overeenkomstig het vorige lid, 1°.".

Art. 12. In Hoofdstuk I, Afdeling 3, van de bijlage bij hetzelfde besluit, laatstelijk gewijzigd door het koninklijk besluit van 27 november 2014, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in de inleidende zin van het eerste lid worden de woorden " , 6, 8" ingevoegd tussen de woorden "artikelen 4, tweede lid" en de woorden " , 10, tweede lid";

2° in rubriek VI, § 2, derde lid, 1°, worden de woorden "artikel 80 van de gecoördineerde wetten op de handelsvennootschappen of daadwerkelijk wordt openbaar gemaakt in een andere Lid-Staat van de EEG, zoals voorgeschreven door artikel 3 van de richtlijn 68/151/EEG of" vervangen door de woorden "artikel 98 van het Wetboek van vennootschappen of daadwerkelijk wordt openbaar gemaakt in een andere Lid-Staat van de EU, zoals voorgeschreven bij artikel 3 van de richtlijn 2009/101/EG of";

3° in rubriek XVIII, enig lid, worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) de woorden "en de aandeelhoudersstructuur" worden ingevoegd tussen de woorden "tot het kapitaal" en de woorden " , die vermeldt";

b) in A., derde streepje, worden de woorden "en aan toonder" vervangen door de woorden "en gedematerialiseerde aandelen";

c) het enig lid wordt aangevuld met een bepaling onder G., luidende :

"G. de aandeelhoudersstructuur van de instelling op de datum van jaarafsluiting, met de volgende indeling :

- aandeelhoudersstructuur van de instelling op de datum van de jaarafsluiting, zoals die blijkt uit de kennisgevingen die de instelling heeft ontvangen ingevolge artikel 631, § 2, laatste lid, en artikel 632, § 2, laatste lid, van het Wetboek van vennootschappen;

- structure de l'actionnariat de l'établissement à la date de clôture de ses comptes, telle qu'elle résulte des déclarations reçues par l'établissement conformément à l'article 14, alinéa 4, de la loi du 2 mai 2007 relative à la publicité des participations importantes, ou conformément à l'article 5 de l'arrêté royal du 21 août 2008 fixant les règles complémentaires applicables à certains systèmes multilatéraux de négociation. »;

4° à la rubrique XXIII, alinéa unique, le A. est remplacé par ce qui suit :

« A. Quant au personnel et aux frais de personnel :

1° les données suivantes, relatives à l'exercice et à l'exercice précédent, au sujet des travailleurs inscrits au registre du personnel et liés à l'entreprise par un contrat de travail ou par un contrat de premier emploi :

a) leur nombre total à la date de clôture de l'exercice;

b) l'effectif moyen du personnel occupé par l'entreprise pendant l'exercice considéré et pendant l'exercice précédent, calculé en équivalents temps plein conformément à l'article 15, § 4, du Code des sociétés, et ventilé entre les catégories suivantes :

- personnel de direction;

- employés;

- ouvriers;

- autres.

c) le nombre d'heures prestées.

2° la ventilation des rémunérations, charges sociales et pensions :

a) rémunérations et avantages sociaux directs;

b) cotisations patronales d'assurances sociales;

c) primes patronales pour assurances extralégales;

d) autres frais de personnel;

e) pensions.

3° les provisions pour pensions (dotations +; utilisations et reprises; »;

5° à la rubrique XXVIII, alinéa unique, les modifications suivantes sont apportées :

a) au B., les mots « une information au sujet des » sont remplacés par les mots « le montant et la nature des »;

b) l'alinéa unique est complété par un F., rédigé comme suit :

« F. la nature et l'impact financier des événements significatifs postérieurs à la date de clôture du bilan qui ne sont pas pris en compte dans le compte de résultats ou dans le bilan. »;

6° la rubrique XXIX est remplacée par ce qui suit :

« XXIX

A. Les indications suivantes relatives aux administrateurs et gérants :

- le montant en fin d'exercice des créances existant à leur charge, ainsi que les garanties constituées en leur faveur et les autres engagements significatifs souscrits en leur faveur, avec mention des conditions de taux et de durée de ces créances, des conditions essentielles et des montants éventuellement remboursés ou auxquels il a été renoncé;

- le montant des rémunérations directes et indirectes et des pensions attribuées, à charge du compte de résultats, aux administrateurs ou gérants, pour autant que cette mention ne porte pas à titre exclusif ou principal sur la situation d'une seule personne identifiable;

- des indications prévues au premier tiret ci dessus doivent également être données quant aux créances, passifs éventuels et engagements significatifs consentis en faveur de personnes physiques ou morales qui contrôlent directement ou indirectement l'établissement mais ne constituent pas au sens du présent arrêté des entreprises liées, ainsi qu'en faveur des autres entreprises contrôlées directement ou indirectement par les personnes susvisées. Ces indications peuvent être données par addition aux indications prévues au premier tiret ci-dessus.

B. Les indications suivantes relatives au commissaire et aux personnes avec lesquelles il est lié :

- les émoluments du commissaire;

- aandeelhoudersstructuur van de instelling op de datum van de jaarafsluiting, zoals die blijkt uit de kennisgevingen die de instelling heeft ontvangen ingevolge artikel 14, vierde lid, van de wet van 2 mei 2007 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen of ingevolge artikel 5 van het koninklijk besluit van 21 augustus 2008 houdende nadere regels betreffende bepaalde multilaterale handelsfaciliteiten.”;

4° in rubriek XXIII, enig lid, wordt het A., als volgt vervangen :

“A. Wat personeel en personeelskosten betreft :

1° Volgende gegevens over het boekjaar en over het vorige boekjaar met betrekking tot de werknemers ingeschreven in het personeelsregister en verbonden met de onderneming door een arbeidsovereenkomst of een startbaanovereenkomst :

a) het totale aantal op afsluitdatum van het boekjaar;

b) het gemiddelde personeelsbestand tewerkgesteld door de onderneming tijdens het boekjaar en tijdens het vorige boekjaar, berekend in voltijdse equivalenten overeenkomstig artikel 15, § 4, van het Wetboek van Vennoetschappen, en uitgesplitst naar volgende categorieën :

- Directiepersoneel;

- Bedienden;

- Arbeiders;

- Andere.

c) het aantal gepresteerde uren.

2° Een uitsplitsing van de bezoldigingen, sociale lasten en pensioenen :

a) bezoldigingen, en rechtstreekse sociale voordelen;

b) patronale bijdragen voor sociale verzekeringen;

c) patronale premies voor buitenwettelijke verzekeringen;

d) andere personeelskosten;

e) pensioenen.

3° de voorzieningen voor pensioenen (toevoegingen +; bestedingen en terugnemingen;”;

5° in rubriek XXVIII, enig lid, worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) in B., worden de woorden “inlichtingen betreffende” vervangen door de woorden “het bedrag en de aard van”;

b) het enig lid wordt aangevuld met een bepaling onder F., luidende :

“F. de aard en de financiële gevolgen van materiële gebeurtenissen die zich na de balansdatum hebben voorgedaan en die niet in de resultatenrekening of balans worden weergegeven.”;

6° de rubriek XXIX wordt als volgt vervangen :

“XXIX

A. De volgende gegevens over bestuurders en zaakvoerders :

- het bedrag per einde van het boekjaar van de op hen uitstaande vorderingen, alsmede van de in hun voordeel toegestane waarborgen en de andere betekenisvolle verplichtingen aangegaan in hun voordeel, met vermelding van de rente en de duur van deze vorderingen, de belangrijkste voorwaarden en de eventuele afgeloste bedragen of bedragen waarvan werd afgezien;

- het bedrag van de rechtstreekse en onrechtstreekse bezoldigingen en van de ten laste van de resultatenrekening toegekende pensioenen, respectievelijk aan bestuurders en zaakvoerders, voor zover deze vermelding niet uitsluitend of hoofdzakelijk betrekking heeft op de toestand van een enkel identificeerbaar persoon;

- de gegevens bedoeld onder het hierboven vermelde eerste streepje, moeten eveneens worden verstrekt voor de vorderingen, eventuele passiva en betekenisvolle verplichtingen die werden aangegaan in het voordeel van natuurlijke of rechtspersonen die de instelling rechtstreeks of onrechtstreeks controleren maar geen verbonden ondernemingen zijn in de zin van dit besluit, alsmede in het voordeel van de andere ondernemingen die hogergenoemde personen rechtstreeks of onrechtstreeks controleren. Deze gegevens mogen samen met de onder het hierboven vermelde eerste streepje bedoelde gegevens worden verstrekt.

B. De volgende gegevens over de commissaris en over de personen met wie hij verbonden is :

- de bezoldiging van de commissaris;

- les émoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de l'établissement par le commissaire, selon les catégories suivantes : autres missions d'attestation, missions de conseils fiscaux, et autres missions extérieures à la mission révisoriale;

- les émoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de l'établissement par des personnes avec lesquelles le commissaire est lié, selon les catégories suivantes : autres missions d'attestation, missions de conseils fiscaux, et autres missions extérieures à la mission révisoriale;

- les mentions requises en application de l'article 133, § 6, du Code des sociétés. »;

7° une rubrique XXXII est insérée, rédigée comme suit :

« XXXII. Les indications suivantes relatives à la non-utilisation de la méthode de l'évaluation à la juste valeur.

En cas de non-utilisation de la méthode de l'évaluation à la juste valeur pour les instruments financiers : pour chaque catégorie d'instruments financiers dérivés, la valeur comptable nette, la juste valeur si cette valeur peut être déterminée grâce à l'une des méthodes prescrites dans le chapitre II, Section V, 1^{er}, de l'annexe au présent arrêté, et les indications sur la nature, le volume et le risque couvert des instruments.

Pour les immobilisations financières comptabilisées à un montant supérieur à leur juste valeur : la valeur comptable nette et la juste valeur des actifs en question, pris isolément ou regroupés de manière adéquate, et les raisons pour lesquelles la valeur comptable n'a pas été réduite, et notamment les éléments qui permettent de supposer que la valeur comptable sera récupérée. »;

8° une rubrique XXXIII est insérée, rédigée comme suit :

« XXXIII. Les indications suivantes relatives aux relations avec les entreprises associées au sens de l'article 12 du Code des sociétés :

1° le montant des immobilisations financières en distinguant les participations, les créances subordonnées et les autres créances;

2° le montant des créances respectivement à plus d'un an et à un an au plus;

3° les dettes respectivement à plus d'un an et à un an au plus;

4° le montant des garanties personnelles et réelles constituées ou irrévocablement promises par l'établissement pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises associées, ainsi que le montant des garanties personnelles et réelles constituées ou irrévocablement promises par des entreprises associées pour sûreté de dettes ou d'engagements de l'établissement;

5° les autres engagements financiers significatifs. »;

9° la section 3 est complétée par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les établissements peuvent omettre les informations à mentionner à l'annexe lorsqu'elles ne sont pas significatives. Il y a lieu d'entendre par "significatif" dans la phrase précédente le statut d'une information dont on peut raisonnablement penser que l'omission ou l'inexactitude risque d'influencer les décisions que prennent les utilisateurs sur la base des états financiers de l'entreprise. L'importance significative de chaque élément est évaluée dans le contexte d'autres éléments similaires. ».

Art. 13. Dans le chapitre II de l'annexe au même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 28 septembre 2008, les modifications suivantes sont apportées :

1° Dans la section I^{re}, rubrique VIII, les modifications suivantes sont apportées :

a) à l'alinéa 1^{er}, B., a), les mots « de recherche et » sont supprimés;

b) l'alinéa 2 est remplacé par ce qui suit :

« Par frais de développement, il faut entendre les frais de fabrication et de mise au point de prototypes, de produits, d'inventions et de savoir-faire, utiles aux activités futures de l'établissement. »;

2° Dans la section 2, rubrique VI.A, 1., alinéa unique, le mot « prévisions » est remplacé par les mots « chômage avec complément d'entreprise »;

- de bezoldiging voor uitzonderlijke werkzaamheden of bijzondere opdrachten uitgevoerd binnen de instelling door de commissaris, volgens de volgende categorieën : andere controle-opdrachten, belastingadviesopdrachten, en andere opdrachten buiten de revisoriale opdrachten;

- de bezoldiging voor uitzonderlijke werkzaamheden of bijzondere opdrachten uitgevoerd binnen de instelling door personen met wie de commissaris verbonden is, volgens de volgende categorieën : andere controle-opdrachten, belastingadviesopdrachten, en andere opdrachten buiten de revisoriale opdrachten;

- de vermeldingen vereist in toepassing van artikel 133, § 6, van het Wetboek van vennootschappen. »;

7° er wordt een rubriek XXXII ingevoegd, luidende :

«XXXII. De volgende gegevens betreffende het niet-gebruik van de waarderingsmethode op basis van de reële waarde.

In geval van niet-gebruik van de waarderingsmethode op basis van de reële waarde voor de financiële instrumenten : voor iedere categorie afgeleide financiële instrumenten, de nettoboekwaarde, de reële waarde indien een dergelijke waarde kan worden bepaald middels een van de in Hoofdstuk II, Deel V, I, van de bijlage bij dit besluit voorgeschreven methoden, en de informatie over de aard, de omvang en het ingedekte risico van de instrumenten.

Voor financiële vaste activa die in aanmerking worden genomen tegen een hoger bedrag dan hun reële waarde : de nettoboekwaarde en de reële waarde van de afzonderlijke activa, dan wel van passende groepen van deze afzonderlijke activa, en de redenen waarom de boekwaarde niet is verminderd, met opgave van de aard van de aanwijzingen die aan de veronderstelling ten grondslag liggen dat de boekwaarde zal kunnen worden gerealiseerd. »;

8° er wordt een rubriek XXXIII ingevoegd luidende :

«XXXIII. De volgende gegevens over de betrekkingen met geassocieerde ondernemingen in de zin van artikel 12 van het Wetboek van vennootschappen :

1° het bedrag van de financiële vaste activa waarbij worden onderscheiden de deelnemingen, de achtergestelde vorderingen en de andere vorderingen;

2° het bedrag van de vorderingen respectievelijk op meer dan één jaar en op ten hoogste één jaar;

3° het bedrag der schulden respectievelijk op meer dan één jaar en op ten hoogste één jaar;

4° het bedrag van de persoonlijke en zakelijke zekerheden die door de instelling werden gesteld of onherroepelijk beloofd als waarborg voor schulden of verplichtingen van geassocieerde ondernemingen alsmede het bedrag van de persoonlijke en zakelijke zekerheden die door geassocieerde ondernemingen werden gesteld of onherroepelijk beloofd als waarborg voor schulden of verplichtingen van de instelling.

5° de andere betekenisvolle financiële verplichtingen. »;

9° de Afdeling 3 wordt aangevuld met een lid, luidende :

“In afwijking van het eerste lid kunnen de instellingen de in de toelichting te vermelden informatie weglaten wanneer deze informatie niet van materieel belang is. Onder ‘materieel belang’ zoals vermeld in de vorige zin moet worden verstaan : de hoedanigheid van informatie waarvan redelijkerwijze kan worden verwacht dat de weglating of onjuiste vermelding ervan de beslissingen die een gebruiker op basis van de financiële overzichten van een onderneming neemt, zou kunnen beïnvloeden. Het materieel belang van afzonderlijke posten wordt beoordeeld in de context van andere gelijkaardige posten.”.

Art. 13. In Hoofdstuk II van de bijlage bij hetzelfde besluit, gewijzigd door het koninklijk besluit van 28 september 2008, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° In Deel I, rubriek VIII, worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) in het eerste lid, B., a), worden de woorden “ onderzoek en ” geschrapt;

b) het tweede lid wordt als volgt vervangen :

“Onder kosten van ontwikkeling moet worden verstaan de kosten van de vervaardiging en de ontwikkeling van prototypes en van producten, uitvindingen en know-how, die nuttig zijn voor de ontwikkeling van de toekomstige activiteiten van de instelling.”;

2° In Deel 2, rubriek VI.A, 1., enig lid, wordt het woord “bruggensioenen” vervangen door de woorden “werkloosheid met bedrijfstoeslag”;

3° Le chapitre II est complété par une section V, comprenant une rubrique I^{re}, rédigée comme suit :

« Section V. — Annexe aux comptes annuels

I

Pour l'établissement de l'état XXXII dans l'annexe, qui contient les indications relatives à la non-utilisation de la méthode de l'évaluation à la juste valeur pour les instruments financiers :

1° Il y a lieu d'entendre par juste valeur la valeur déterminée par référence à :

a) une valeur de marché, dans le cas des instruments financiers pour lesquels un marché fiable est aisément identifiable. Lorsqu'une valeur de marché ne peut être aisément identifiée pour un instrument donné, mais qu'elle peut l'être pour les éléments qui le composent ou pour un instrument similaire, la valeur de marché peut être calculée à partir de celle de ses composants ou de l'instrument similaire, ou;

b) une valeur résultant de modèles et techniques d'évaluation généralement admis, dans le cas des instruments pour lesquels un marché fiable ne peut être aisément identifié. Ces modèles et techniques d'évaluation garantissent une estimation raisonnable de la valeur de marché.

2° Les contrats sur produits de base que chacune des parties est en droit de dénouer en numéraire ou au moyen d'un autre instrument financier sont considérés comme des instruments financiers dérivés, à l'exception de ceux qui :

a) ont été passés et sont maintenus pour satisfaire les besoins escomptés de la société en matière d'achat, de vente ou d'utilisation du produit de base;

b) ont été passés à cet effet dès le début, et;

c) doivent être dénoués par la livraison du produit de base. ».

CHAPITRE 3. — *Modification de l'arrêté royal du 17 novembre 1994 relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurance et de réassurance*

Art. 14. L'article 6, alinéa unique, de l'arrêté royal du 17 novembre 1994 relatif aux comptes annuels des entreprises d'assurance et de réassurance est complété par la phrase suivante :

« Dans de tels cas, les montants compensés sont indiqués comme des montants bruts dans l'annexe. ».

Art. 15. L'article 8, alinéa unique, du même arrêté est complété par la phrase suivante :

« En pareil cas, le rapport avec d'autres postes est indiqué dans l'annexe. ».

Art. 16. A l'article 13 du même arrêté, un alinéa rédigé comme suit est inséré entre les alinéas 1^{er} et 2 :

« Sans préjudice de l'article 19, alinéa 3, une provision représente, à la date de clôture du bilan, la meilleure estimation des charges probables ou, dans le cas d'une perte ou d'une dette, du montant nécessaire pour l'honorer à la date de clôture du bilan. ».

Art. 17. A l'article 19, alinéa 5, a), du même arrêté, le mot « préensions » est remplacé par les mots « chômage avec complément d'entreprise »;

Art. 18. A l'article 28, § 2, du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° l'alinéa 4 est remplacé par ce qui suit :

« Lorsque la durée d'utilisation des frais de développement et du goodwill ne peuvent être estimés de manière fiable, ils sont amortis sur une période ne pouvant pas dépasser dix ans. La période d'amortissement du goodwill est justifiée dans l'annexe (état n° 20). »;

2° le paragraphe est complété par un alinéa rédigé comme suit :

« Les amortissements et les réductions de valeur du goodwill ne font pas l'objet d'une reprise. ».

Art. 19. A l'article 31, alinéa 3, du même arrêté, modifié par l'arrêté royal du 9 octobre 2014, les mots « au poste C.II.2. » sont remplacés par les mots « au poste C.III.2. ».

Art. 20. Dans l'article 34 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° dans l'alinéa 4, le 2° est remplacé par ce qui suit :

3° hoofdstuk II wordt aangevuld met een deel V dat een rubriek I bevat, luidende :

«Deel V. — Toelichting bij de jaarrekening

I

Voor het opstellen van de staat XXXII in de toelichting, die informatie bevat over het niet-gebruik van de waarderingsmethode op basis van de reële waarde voor financiële instrumenten :

1° Dient te worden verstaan onder reële waarde, de waarde vastgesteld onder verwijzing naar :

a) een marktwaarde, voor de financiële instrumenten waarvoor makkelijk een betrouwbare markt kan worden aangewezen. Wanneer voor een gegeven instrument niet makkelijk een marktwaarde kan worden bepaald, maar dit wel kan voor de samenstellende elementen ervan of voor een gelijkaardig instrument, kan de marktwaarde berekend worden op basis van die van de bestanddelen ervan of die van het gelijkaardige instrument, of;

b) een waarde berekend met behulp van modellen en algemeen aanvaarde waarderingsstechnieken, voor de instrumenten waarvoor niet makkelijk een betrouwbare markt kan worden aangewezen. Deze waarderingsmodellen en -technieken dienen een redelijke benadering van de marktwaarde op te leveren.

2° De grondstoffencontracten die elk van de partijen mag afwikkelen in contanten of in enig ander financieel instrument, worden als afgeleide financiële instrumenten beschouwd, tenzij :

a) de contracten gesloten werden en gehandhaafd worden om te voldoen aan de verwachte behoeften van de vennootschap inzake inkoop, verkoop of gebruik van de grondstof;

b) zij van in het begin voor dat doeleinde werden gesloten, en;

c) de afwikkeling zal geschieden door levering van de grondstof.".

HOOFDSTUK 3. — *Wijziging van het koninklijk besluit van 17 november 1994 op de jaarrekening van de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen*

Art. 14. Artikel 6, enig lid, van het koninklijk besluit van 17 november 1994 op de jaarrekening van de verzekerings- en herverzekeringsondernemingen wordt aangevuld met de volgende zin :

«In dergelijke gevallen worden de te verrekenen bedragen als brutobedragen in de toelichting bij de jaarrekening vermeld.".

Art. 15. Artikel 8, enig lid, van hetzelfde besluit wordt aangevuld met de volgende zin :

«In dergelijk geval wordt in de toelichting het verband met de andere posten vermeld.".

Art. 16. In artikel 13 van hetzelfde besluit wordt tussen het eerste en het tweede lid een lid ingevoegd, luidende :

«Onverminderd artikel 19, derde lid, vertegenwoordigt een voorziening op balansdatum de beste schatting van de kosten die als waarschijnlijk worden beschouwd of, in geval van een verplichting, de beste schatting van het bedrag dat vereist is om die verplichting op de balansdatum na te komen.".

Art. 17. In artikel 19, vijfde lid, a), van hetzelfde besluit wordt het woord "bruggensioenen" vervangen door de woorden "werkloosheid met bedrijfstoeslag";

Art. 18. In artikel 28, § 2, van hetzelfde besluit worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° het vierde lid wordt vervangen als volgt :

«Kosten van ontwikkeling en goodwill worden, indien hun gebruiksduur niet met zekerheid kan worden geraamd, afgeschreven over een periode van ten hoogste tien jaar. De periode waarover goodwill wordt afgeschreven, wordt verantwoord in de toelichting (staat nr. 20).";

2° de paragraaf wordt aangevuld met een lid, luidende :

«Afschrijvingen en waardeverminderingen op goodwill worden niet teruggenomen.".

Art. 19. In artikel 31, derde lid, van hetzelfde besluit, gewijzigd bij koninklijk besluit van 9 oktober 2014, worden de woorden "in post C.II.2." vervangen door de woorden "in post C.III.2.".

Art. 20. In artikel 34 van hetzelfde besluit, worden de volgende wijzigingen aangebracht :

1° in het vierde lid wordt het 2° vervangen als volgt :

« 2° être incorporées au capital; une plus-value de réévaluation incorporée au capital ne peut toutefois jamais être affectée, directement ou indirectement, à la compensation totale ou partielle des pertes reportées à concurrence de la partie de la plus-value de réévaluation qui n'a pas encore fait l'objet d'un amortissement. Les plus-values imputées à la rubrique III du passif « Plus-values de réévaluation » ne peuvent être incorporées au capital qu'à concurrence de la partie de la plus-value de réévaluation sous déduction des impôts estimés sur cette plus-value. »;

2° l'article est complété par un alinéa, rédigé comme suit :

« Les plus-values actées ne peuvent pas être distribuées, ni directement, ni indirectement, tant qu'elles ne correspondent pas à une plus-value réalisée ou à un amortissement transféré ou non à une réserve conformément à l'alinéa précédent, 1°. ».

Art. 21. Au chapitre I^{er}, section III, de l'annexe au même arrêté, modifié en dernier lieu par l'arrêté royal du 9 octobre 2014, les modifications suivantes sont apportées :

1° il est inséré après l'état n° 2 un état n° 2bis intitulé « N° 2bis. La liste des entreprises dont l'entreprise répond de manière illimitée en qualité d'associé ou de membre indéfiniment responsable », rédigé comme suit :

N° 2bis. La liste des entreprises dont l'entreprise répond de manière illimitée en qualité d'associé ou de membre indéfiniment responsable

Pour chacune des entreprises pour lesquelles l'entreprise est indéfiniment responsable, sont indiqués ci-dessous le nom, le siège, la forme juridique et, s'il s'agit d'une entreprise de droit belge, le numéro d'entreprise ou, à défaut du numéro d'entreprise, le numéro de T.V.A. ou le numéro national d'identification

...

...

...

Les comptes annuels de chacune des entreprises pour lesquelles l'entreprise est indéfiniment responsable sont joints à ceux de l'entreprise et publiés en même temps que ceux-ci. Cette disposition ne s'applique toutefois pas, moyennant mention dans cet état n° 2bis :

1° si les comptes annuels de l'entreprise pour laquelle l'entreprise est responsable font eux-mêmes l'objet d'une publicité conforme à l'article 98 du Code des sociétés ou sont effectivement publiés dans un autre Etat membre de la UE, dans les formes de l'article 3 de la directive 2009/101/CE ou

2° si les comptes annuels de l'entreprise pour laquelle l'entreprise est responsable sont intégrés par consolidation globale ou par consolidation proportionnelle dans les comptes consolidés de l'entreprise qu'elle établit, contrôlés et publiés en conformité avec l'article 108 et suivants du Code des sociétés et l'arrêté royal du 27 septembre 2009 relatif aux comptes consolidés des entreprises d'assurances et des entreprises de réassurances.

2° l'état n° 3bis est remplacé par ce qui suit :

N° 3bis Indications relatives à la non-utilisation de la méthode de l'évaluation à la juste valeur

Exercice

A. Estimation de la juste valeur de chaque catégorie d'instruments financiers dérivés non évalués à la juste valeur dans les comptes, avec indications sur le volume, la nature et le risque couvert des instruments

	Valeur comptable nette	Juste valeur
...
...
...

"2° in kapitaal worden omgezet; een in kapitaal opgenomen herwaarderingsmeerwaarde mag evenwel nooit rechtstreeks of onrechtstreeks aangewend worden om overgedragen verliezen geheel of gedeeltelijk aan te zuiveren voor het nog niet afgeschreven gedeelte van de herwaarderingsmeerwaarde. Meerwaarden toegerekend aan rubriek III van het passief "Herwaarderingsmeerwaarden" mogen slechts in kapitaal worden omgezet voor het gedeelte van de geherwaardeerde waarde verminderd met de geraamde belastingen hierop.";

2° het artikel wordt aangevuld met een lid, luidende :

"De geboekte meerwaarden mogen noch rechtstreeks, noch onrechtstreeks worden uitgekeerd, zolang deze niet overeenstemmen met een gerealiseerde meerwaarde of met een afschrijving op de meerwaarde die al dan niet werd overgebracht naar een reserve overeenkomstig het vorige lid, 1°."

Art. 21. In Hoofdstuk I, Afdeling III, van de bijlage bij hetzelfde besluit, laatstelijk gewijzigd bij koninklijk besluit van 9 oktober 2014, worden volgende wijzigingen aangebracht :

1° na staat nr. 2 wordt een staat nr. 2bis ingevoegd met als titel "Nr. 2bis. De lijst van de ondernemingen waarvoor de onderneming onbeperkt aansprakelijk is in haar hoedanigheid van onbeperkt aansprakelijke vennoot of lid", luidende :

Nr. 2bis. De lijst van de ondernemingen waarvoor de onderneming onbeperkt aansprakelijk is in haar hoedanigheid van onbeperkt aansprakelijke vennoot of lid

Voor elk van de ondernemingen waarvoor de onderneming onbeperkt aansprakelijk is, worden hieronder volgende gegevens verstrekt : de naam, de zetel, de rechtsvorm en zo het een onderneming naar Belgisch recht betreft, het ondernemingsnummer, en bij ontstentenis van een ondernemingsnummer, het btw-nummer of het nationale identificatienummer

...

...

...

De jaarrekening van elk van de ondernemingen waarvoor de onderneming onbeperkt aansprakelijk is, wordt bij de jaarrekening van de onderneming gevoegd en samen hiermee openbaar gemaakt. Op voorwaarde dat zulks in deze staat nr. 2bis, wordt vermeld, is dit voorschrift echter niet van toepassing :

1° wanneer de jaarrekening van de onderneming waarvoor de onderneming aansprakelijk is, wordt openbaar gemaakt overeenkomstig artikel 98 van het wetboek van vennootschappen of daadwerkelijk wordt openbaar gemaakt in een andere Lid-Staat van de EU, zoals voorgeschreven bij artikel 3 van de richtlijn 2009/101/EG of

2° wanneer de jaarrekening van de onderneming waarvoor de onderneming aansprakelijk is, door integrale of evenredige consolidatie wordt opgenomen in de geconsolideerde jaarrekening van de onderneming die ze opstelt, gecontroleerd en openbaar gemaakt overeenkomstig artikel 108 en volgende van het Wetboek van Vennootschappen en het koninklijk besluit van 27 september 2009 op de geconsolideerde jaarrekening van de verzekeringsondernemingen en de herverzekeringsondernemingen.

2° Staat nr. 3bis, wordt als volgt vervangen :

Nr. 3bis. Gegevens betreffende het niet-gebruik van de waarderingsmethode op basis van de reële waarde

Boekjaar

A. Schatting van de reële waarde voor elke categorie afgeleide financiële instrumenten die niet gewaardeerd worden op basis van de reële waarde, met opgave van de omvang, de aard en het ingedekte risico van de instrumenten

	nettoboekwaarde	Reële waarde
...
...
...

	Exercice		Boekjaar	
	Valeur comptable nette	Juste valeur	nettoboekwaarde	Reële waarde
B. Pour les immobilisations financières figurant aux postes C.II. et C.III. comptabilisées à un montant supérieur à leur juste valeur : la valeur comptable nette et la juste valeur des actifs en questions, pris isolément ou regroupés de manière adéquate :			B. Voor de financiële vaste activa, vermeld in de posten C.II. en C.III., die in aanmerking worden genomen tegen een hoger bedrag dan hun reële waarde : de nettoboekwaarde en de reële waarde van de afzonderlijke activa, dan wel van passende groepen van deze afzonderlijke activa :	
...
...
...
Pour chacune des immobilisations financières mentionnées au point B, ou chacun des actifs visés au point B. pris isolément ou regroupés de manière adéquate, comptabilisés à un montant supérieur à leur juste valeur, il convient également de mentionner ci-après les raisons pour lesquelles la valeur comptable n'a pas été réduite, et notamment les éléments qui permettent de supposer que la valeur comptable sera récupérée :			Voor elk van de in B. vermelde financiële vaste activa, dan wel de in B. bedoelde passende groepen van deze afzonderlijke activa, die in aanmerking worden genomen tegen een hoger bedrag dan hun reële waarde, moeten hierna ook de redenen worden vermeld waarom de boekwaarde niet is verminderd, met opgave van de aard van de aanwijzingen die aan de veronderstelling ten grondslag liggen dat de boekwaarde zal kunnen worden gerealiseerd :	
...			...	
...			...	
...			...	

3° dans l'état n° 5, les modifications suivantes sont apportées
a) au point A., 2., 2.2., les mots « Au porteur » figurant dans le titre et à la deuxième ligne sont remplacés par le mot « Dématérialisées »;
b) le G. est remplacé par ce qui suit :

« G. LA STRUCTURE DE L'ACTIONNARIAT DE L'ENTREPRISE A LA DATE DE CLÔTURE DE SES COMPTES, AVEC LA VENTILATION SUIVANTE :

- structure de l'actionnariat de l'entreprise à la date de clôture de ses comptes, telle qu'elle résulte des déclarations reçues par l'entreprise conformément aux articles 631, § 2, dernier alinéa, et 632, § 2, dernier alinéa, du Code des sociétés :

...
...
...

- structure de l'actionnariat de l'entreprise à la date de clôture de ses comptes, telle qu'elle résulte des déclarations reçues par l'entreprise conformément à l'article 14, alinéa 4, de la loi du 2 mai 2007 relative à la publicité des participations importantes, ou conformément à l'article 5 de l'arrêté royal du 21 août 2008 fixant les règles complémentaires applicables à certains systèmes multilatéraux de négociation :

...
...
... »;

4° l'état n° 11 est remplacé par ce qui suit :

3° in staat nr. 5 worden volgende wijzigingen aangebracht :

a) in A., 2., 2.2., worden in de titel en in de tweede lijn de woorden "Aan toonder" vervangen door het woord "Gedematerialiseerd";

b) het G. wordt als volgt vervangen :

"G. DE AANDEELHOUDERSSTRUCTUUR VAN DE ONDERNEMING OP DE DATUM VAN JAARAFSLUITING, MET DE VOLGENDE INDELING :

- aandeelhoudersstructuur van de onderneming op de datum van de jaarafsluiting, zoals die blijkt uit de kennisgevingen die de onderneming heeft ontvangen ingevolge artikel 631, § 2, laatste lid, en artikel 632, § 2, laatste lid, van het Wetboek van vennootschappen :

...
...
...

- aandeelhoudersstructuur van de onderneming op de datum van de jaarafsluiting, zoals die blijkt uit de kennisgevingen die de onderneming heeft ontvangen ingevolge artikel 14, vierde lid, van de wet van 2 mei 2007 op de openbaarmaking van belangrijke deelnemingen of ingevolge artikel 5 van het koninklijk besluit van 21 augustus 2008 houdende nadere regels betreffende bepaalde multilaterale handelsfaciliteiten :

...
...
...";

4° staat nr. 11, wordt als volgt vervangen :

N° 11. Etat relatif au personnel employé.

Quant au personnel :

A. les indications suivantes relatives à l'exercice et à l'exercice précédent, au sujet des travailleurs inscrits au registre du personnel et liés à l'entreprise par un contrat de travail ou par une convention de premier emploi :

	Code	Exercice cloturé	Exercice précédent
a) leur nombre total à la date de clôture de l'exercice;	8.11.10	...	...

Nr. 11. Staat betreffende de personeelsleden in dienst.

Wat personeel betreft :

A. volgende gegevens over het boekjaar en over het vorige boekjaar met betrekking tot de werknemers ingeschreven in het personeelsregister en verbonden met de onderneming door een arbeidsovereenkomst of een startbaanovereenkomst :

	Code	Afgesloten boekjaar	Vorig Boekjaar
a) het totale aantal op afsluitdatum van het boekjaar;	8.11.10	...	...

b) l'effectif moyen du personnel occupé par l'entreprise pendant l'exercice précédent, calculé en équivalents temps plein conformément à l'article 15, § 4, du Code des sociétés, et ventilé en fonction des catégories suivantes :	8.11.11	...	...	b) het gemiddelde personeelsbestand tewerkgesteld door de onderneming tijdens het boekjaar en tijdens het vorige boekjaar, berekend in voltijdse equivalenten overeenkomstig artikel 15, § 4, van het Wetboek van Vennootschappen, en uitgesplitst naar volgende categorieën :	8.11.11	...	...
- personnel de direction;	8.11.11.1	...	...	- Directiepersoneel;	8.11.11.1	...	...
- employés;	8.11.11.2	...	...	- Bedienden;	8.11.11.2	...	...
- ouvriers;	8.11.11.3	...	...	- Arbeiders;	8.11.11.3	...	...
- autres.	8.11.11.4	...	...	- Andere.	8.11.11.4	...	...
c) le nombre d'heures prestées.	8.11.12	...	...	c) het aantal gepresteerde uren.	8.11.12	...	...
B. les indications suivantes relatives à l'exercice et à l'exercice précédent au sujet du personnel intérimaire et des personnes mises à la disposition de l'entreprise :				B. Volgende gegevens over het boekjaar en over het vorige boekjaar met betrekking tot de uitzendkrachten en de ter beschikking van de onderneming gestelde personen :			
	Code	Exercice clôturé	Exercice précédent		Code	Exercice clôturé	Exercice précédent
a) leur nombre total à la date de clôture de l'exercice;	8.11.20	...	...	a) het totale aantal op afsluitdatum van het boekjaar;	8.11.20	...	...
b) l'effectif moyen calculé en équivalents temps plein de manière analogue à celle des travailleurs inscrits au registre du personnel;	8.11.21	...	...	b) het gemiddeld aantal in voltijdse equivalenten berekend op een analoge manier als de werknemers ingeschreven in het personeelsregister;	8.11.21	...	...
c) le nombre d'heures prestées;	8.11.22	...	...	c) het aantal gepresteerde uren;	8.11.22	...	...

5° dans l'état n° 17, il est inséré une disposition au *Gbis.*, rédigée comme suit :

« *Gbis.* La nature et l'impact financier des événements significatifs postérieurs à la date de clôture du bilan qui ne sont pas pris en compte dans le compte de résultats ou dans le bilan. »;

6° après l'état n° 18 est inséré un état n° 18bis intitulé « N° 18bis. Relations avec des entreprises associées », rédigé comme suit :

5° in staat nr. 17 wordt een bepaling onder *Gbis.* ingevoegd, luidende :

“*Gbis.* De aard en de financiële gevolgen van materiële gebeurtenissen die zich na de balansdatum hebben voorgedaan en die niet in de resultatenrekening of balans worden weergegeven.”;

6° na staat nr. 18 wordt een staat nr. 18bis ingevoegd met als titel “Nr. 18bis. Betrekkingen met geassocieerde ondernemingen”, luidende :

N° 18bis. Relations avec des entreprises associées(*) :				Nr. 18bis. Betrekkingen met geassocieerde ondernemingen (*) :			
	Code	Exercice clôturé	Exercice précédent		Code	Afgesloten boekjaar	Vorig Boekjaar
1° Montant des immobilisations financières	8.18.60	...	...	1° Bedrag van de financiële vaste activa	8.18.60.	...	...
- Participations;	8.18.60.1	...	...	- Deelnemingen	8.18.60.1	...	...
- Créances subordonnées;	8.18.60.2	...	...	- Achtergestelde vorderingen;	8.18.60.2.	...	...
- Autres créances.	8.18.60.3	...	...	- Andere vorderingen;	8.18.60.3.	...	...
2° Créances sur des entreprises associées	8.18.61	...	...	2° Vorderingen op geassocieerde ondernemingen	8.18.61	...	...
- A plus d'un an;	8.18.61.1	...	...	- Op meer dan één jaar;	8.18.61.1.	...	...
- A un an au plus;	8.18.61.2	...	...	- Op ten hoogste één jaar;	8.18.61.2.	...	...
3° Dettes envers des entreprises associées	8.18.62	...	...	3° Schulden aan geassocieerde ondernemingen	8.18.62	...	...
- A plus d'un an;	8.18.62.1	...	...	- Op meer dan één jaar;	8.18.62.1	...	...
- A un an au plus;	8.18.62.2	...	...	- Op ten hoogste één jaar;	8.18.62.2	...	...

4° Garanties personnelles et réelles :	8.18.63	...	...	4° Persoonlijke en zakelijke zekerheden :	8.18.63	...	...
- Constituées ou irrévocablement promises par l'entreprise pour sûreté de dettes ou d'engagements d'entreprises associées;	8.18.63.1	...	...	- Door de onderneming gesteld of onherroepelijk beloofd als waarborg voor schulden of verplichtingen van geassocieerde ondernemingen;	8.18.63.1.	...	...
- Constituées ou irrévocablement promises par des entreprises associées pour sûreté de dettes ou d'engagements de l'entreprise	8.18.63.2	...	...	- Door geassocieerde ondernemingen gesteld of onherroepelijk beloofd als waarborg voor schulden of verplichtingen van de onderneming	8.18.63.2	...	...
5° Autres engagements financiers significatifs :	8.18.64	...	...	5° Andere betekenisvolle financiële verplichtingen :	8.18.64	...	...
(*) Entreprises associées au sens de l'article 12 du Code des sociétés.				(*) Geassocieerde ondernemingen in de zin van artikel 12 van het Wetboek van Vennootschappen.			

7° dans l'état n° 19, la phrase « Conditions principales relatives aux points 1., 2. et 3. susvisés » est remplacée par ce qui suit :

« Le taux d'intérêt, les conditions essentielles et les montants éventuellement remboursés, annulés ou auxquels il a été renoncé relatifs aux points 1., 2. et 3. susvisés »;

8° il est inséré après l'état n° 19, un état n° 19bis intitulé « N° 19bis. Relations financières avec le ou les commissaire(s) et les personnes avec lesquelles il est lié/ils sont liés », rédigé comme suit :

7° in staat nr. 19 wordt de zin "Voornaamste voorwaarden betreffende de bovenvermelde posten 1., 2. en 3." als volgt vervangen :

"De interestvoet, de voornaamste voorwaarden en de eventueel afgeloste of afgeschreven bedragen of bedragen waarvan werd afgezien betreffende de bovenvermelde posten 1., 2. en 3.";

8° na staat nr. 19 wordt een staat nr. 19bis ingevoegd met als titel "Nr. 19bis. Financiële betrekkingen met de commissaris(sen) en de personen met wie hij (zij) verbonden is (zijn)", luidende :

N° 19bis. Relations financières avec le ou les commissaire(s) et les personnes avec lesquelles il est lié/ils sont liés »	Codes	Montants	Nr. 19bis. Financiële betrekkingen met de commissaris(sen) en de personen met wie hij (zij) verbonden is (zijn)	Codes	Bedragen
1. Emoluments du/des commissaire(s)	8.19.5	...	1. Bezoldiging van de commissaris(sen)	8.19.5	...
2. Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de l'entreprise par le(s) commissaire(s)	8.19.7	...	2. Bezoldiging voor uitzonderlijke werkzaamheden of bijzondere opdrachten uitgevoerd binnen de onderneming door de commissaris(sen)	8.19.7	...
- Autres missions d'attestation	8.19.61	...	- Andere controleopdrachten	8.19.61	...
- Missions de conseils fiscaux	8.19.62	...	- Belastingadviesopdrachten	8.19.61	...
- Autres missions extérieures à la mission révisoriale	8.19.63	...	Autres opdrachten buiten de revisorale opdrachten	8.19.63	...
3. Emoluments pour prestations exceptionnelles ou missions particulières accomplies au sein de l'entreprise par des personnes avec lesquelles le ou les commissaire(s) est lié/sont liés	8.19.17	...	3. Bezoldiging voor uitzonderlijke werkzaamheden of bijzondere opdrachten uitgevoerd binnen de onderneming door personen met wie de commissaris(sen) verbonden is (zijn)	8.19.7	...
- Autres missions d'attestation	8.19.71	...	- Andere controleopdrachten	8.19.71	...
- Belastingadviesopdrachten	8.19.72	...	- Missions de conseils fiscaux	8.19.72	...
- Autres missions extérieures à la mission révisoriale	8.19.73	...	- Autres opdrachten buiten de revisorale opdrachten	8.19.73	...
Mentions en application de l'article 133, § 6, du Code des sociétés			Vermeldingen in toepassing van het artikel 133, § 6 van het Wetboek van vennootschappen		
...			...		
...			...		
...			...		

9° dans l'état n° 20, dans la disposition introductive entre parenthèses, les mots « 28, § 2, 1^{er} et dernier alinéas » sont remplacés par les mots « 28, § 2, 1^{er} et 4^e alinéas »;

10° dans l'état n° 23, alinéa unique, premier tiret, les mots « 6; 8; » sont insérés entre les mots « 4, 2^e alinéa; » et « 10, 2^e alinéa »;

11° la section III est complétée par un alinéa rédigé comme suit :

« Par dérogation à l'alinéa 1^{er}, les établissements peuvent omettre les informations à mentionner à l'annexe lorsqu'elles ne sont pas significatives. Il y a lieu d'entendre par « significatif » dans la phrase précédente le statut d'une information dont on peut raisonnablement penser que l'omission ou l'inexactitude risque d'influencer les décisions

9° in staat nr. 20, in de tussen haakjes opgenomen inleidende bepaling, worden de woorden "28, § 2, 1ste en laatste lid" vervangen door de woorden "28, § 2, 1ste en 4de lid";

10° in staat nr. 23, enig lid, eerste streepje, worden de woorden "6; 8;" ingevoegd tussen de woorden "4, 2de lid;" en "10, 2de lid";

11° de Afdeling III wordt aangevuld met een lid, luidende :

"In afwijking van het eerste lid kunnen de instellingen de in de toelichting te vermelden informatie weglaten wanneer deze informatie niet van materieel belang is. Onder 'materieel belang' zoals vermeld in de vorige zin moet worden verstaan : de hoedanigheid van informatie waarvan redelijkerwijze kan worden verwacht dat de weglating of

que prennent les utilisateurs sur la base des états financiers de l'entreprise. L'importance significative de chaque élément est évaluée dans le contexte d'autres éléments similaires. ».

Art. 22. Au Chapitre III, Section I, Passif, rubrique E.I, de l'annexe au même arrêté, le mot « prévisions » est remplacé par les mots « chômage avec complément d'entreprise ».

CHAPITRE 4. — *Dispositions finales*

Art. 23. Le présent arrêté s'applique pour la première fois à l'exercice comptable commençant le 1^{er} janvier 2016 ou durant l'année civile 2016.

Art. 24. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 25. Le ministre qui a l'Economie dans ses attributions et le ministre qui a les Finances dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 5 décembre 2016.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le vice-Premier Ministre et Ministre de l'Emploi, de l'Economie et des Consommateurs, chargé du Commerce extérieur,

K. PEETERS

Le Ministre des Finances,
J. VAN OVERTVELDT

onjuiste vermelding ervan de beslissingen die een gebruiker op basis van de financiële overzichten van een onderneming neemt, zou kunnen beïnvloeden. Het materieel belang van afzonderlijke posten wordt beoordeeld in de context van andere gelijkaardige posten.".

Art. 22. In Hoofdstuk III, Afdeling I, Passief, rubriek E.I, van de bijlage bij hetzelfde besluit wordt het woord "bruggpensioenen" vervangen door de woorden "werkloosheid met bedrijfstoeslag".

HOOFDSTUK 4. — *Slotbepalingen*

Art. 23. Dit besluit is voor het eerst van toepassing voor het boekjaar dat begint op 1 januari 2016 of gedurende het kalenderjaar 2016.

Art. 24. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Art. 25. De minister bevoegd voor Economie en de minister bevoegd voor Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 5 december 2016.

FILIP

Van Koningswege :

De Vice-eersteminister en Minister van Werk, Economie en Consumenten, belast met Buitenlandse Handel,

K. PEETERS

De Minister van Financiën,
J. VAN OVERTVELDT